



Lettre à la Liga Comunista espagnole

Traduit de Spartacist (édition anglaise), No. 23, printemps 1977

En juin 1975, la tendance spartaciste internationale (TSI) envoya la lettre suivante à la Liga Comunista de España (LCE), une section sympathisante espagnole du «Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale» (SU). La lettre répondait à l'invitation faite par un membre du Bureau Politique de la LCE, au cours d'une rencontre en février 1975, d'amorcer des discussions écrites entre les deux organisations. Aucune réponse ne fut jamais reçue et entre-temps la politique de la LCE s'est considérablement modifiée. Néanmoins, le document conserve sa valeur, comme polémique engagée avec des éléments de gauche au sein du SU.

La Liga s'était ralliée à la ligne politique de l'[ex-] Fraction Léniniste-Trotskyiste (FLT) du SU sur la base de la phraséologie pseudo-orthodoxe que les dirigeants de la FLT — le Socialist Workers Party américain (SWP) et le Partido Socialista de los Trabajadores argentin (PST) — trouvaient avantageuse dans leur polémique contre l'[ex-] Tendance Majoritaire Internationale (TMI) d'Ernest Mandel. Les réformistes du SWP et du PST s'étaient enfoncés jusqu'au cou dans la collaboration de classes dans leurs propres pays, tandis qu'à l'étranger ils s'opposaient dans l'abstrait à la politique front-populiste de la TMI. Toutefois, à cette époque, la LCE non seulement critiqua vivement les partisans français de Mandel pour leur refus de caractériser l'Union de la Gauche comme front populaire, mais elle attaqua aussi l'autre section

sympathisante espagnole du SU — la Liga Comunista Revolucionaria (LCR) — pour sa politique de front populaire dans son propre pays où les pressions conduisant à la capitulation s'exercent le plus intensément.

La LCE ne fut pas le seul groupe dans la sphère d'influence du SU à être bernée par le recours fallacieux de la FLT à l'orthodoxie. Au sein de la Ligue Communiste Révolutionnaire française, l'hétérogène Tendance 4 incluait aussi bien des partisans déclarés de la FLT — dont la politique les plaçait à la droite de la TMI centriste — que des opposants qui prétendaient se situer à la gauche de la direction Krivine. Au Portugal, le Partido Revolucionario dos Trabalhadores (PRT) — qui à cette époque n'était pas encore formellement affilié au SU, mais qui était politiquement proche de la LCE espagnole — s'opposa au soutien politique du Mouvement des Forces Armées (MFA) bonapartiste, tandis que la Liga Comunista Internacionalista, liée à la TMI, faisait appel aux «officiers progressistes» du MFA.

Après la rédaction de cette lettre, la FLT se scinda en deux, et le PST forma une troisième fraction au sein du SU, la Tendance Bolchévique. Une scission de la LCE en trois parties s'ensuivit; quelques éléments se joignirent à la LCR, un groupe de partisans du PST forma la Liga Socialista Revolucionaria, le reste tombant solidement sous la coupe du SWP. [Depuis cet été, la FLT et la TMI ont été formellement dissoutes.]

Les événements de l'été 1975 au Portugal et le débat qu'ils déclenchèrent au sein du SU représentèrent un

Inédit de Trotsky...page 16

Regroupements révolutionnaires...page 18

tournant décisif pour la LCE. Ses articles sur le Portugal en 1974 et au début de l'année 1975 mettaient fortement l'accent sur son opposition au front populaire. Dans *Combate* No. 23 (juillet 1974), la LCE écrivait:

«[...] cette confrontation entre la politique de front populaire des directions stalinienne et celle du front unique ouvrier que les trotskystes ont toujours défendue dépasse les élections présidentielles françaises et la formation du gouvernement provisoire au Portugal. Elle constitue le problème stratégique central présenté en termes tout à fait concrets au mouvement ouvrier européen.» (souigné par nous)

Tout cela est bien fini. Aujourd'hui, la LCE déclare que le problème central au Portugal est «la lutte pour la démocratie»!

Au cours de l'été 1975, le Parti Socialiste portugais de Mário Soares fut l'instigateur d'une mobilisation anti-communiste invoquant la «démocratie» (bourgeoise) et entraînant dans son sillage les soi-disant trotskystes du SWP américain et de l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) française. D'abord, lors de l'affaire *República* (voir «Fight MFA Suppression of Left Media in Portugal», *Workers Vanguard* No. 83, 31 octobre 1975), le SWP outre-passa la défense de la liberté de la presse pour soutenir politiquement Soares contre les ouvriers de l'imprimerie qui avaient pris possession du journal favorable au Parti Socialiste. Ensuite, lorsque Soares déclencha une campagne contre le gouvernement Gonçalves—l'attaquant parce qu'il tolérait l'«anarcho-populisme», demandant que les milices ouvrières soient écrasées, justifiant les actes des groupes réactionnaires qui incendiaient les locaux du Parti Communiste—le SWP déclara: «Le Parti Socialiste représente de plus en plus le point de ralliement des forces du mouvement ouvrier qui refusent de se soumettre aux staliniens.»

Au mois d'août de la même année, alors que dans le nord du Portugal les flammes jaillissaient des locaux du Parti Communiste, le Comité Directeur de la «Fraction Léniniste-Trotskyiste» se réunit afin de discuter un projet de document «Problèmes clé de la révolution portugaise», rédigé par les dirigeants du SWP. Le théoricien-gourou du PST, Nahuel Moreno, avait écrit au dirigeant du SWP, Joseph Hansen, une lettre dans laquelle il exprimait son désaccord sur un certain nombre d'éléments de l'analyse du Portugal faite par ce dernier. Et Hansen avait répondu dans une lettre du 9 août 1975: «Il me semble que l'axe principal de la ligne politique trotskyste [au Portugal] doit être la défense des conquêtes démocratiques» (*International Internal Discussion Bulletin* du SWP, janvier 1976).

Au cours des discussions du Comité Directeur de la FLT, les critiques les plus acerbes du document du SWP ne furent pas exprimées par les délégués du PST, mais bien par ceux de la LCE espagnole. Une déclaration du Bureau Politique de la LCE («Sur le projet de résolution sur le Portugal») critiquait le document pour ne pas caractériser la nature front-populiste du gouvernement portugais et dénonçait la caractérisation partielle du Parti Socialiste: «Il n'y a ni analyse claire ni confirmation de la nature contre-révolutionnaire de sa ligne politique.» La critique de la LCE concluait ainsi:

«Nous ne pouvons nous limiter à centrer le programme exclusivement sur la défense des droits démocratiques,

quoiqu'elle puisse en devenir l'axe à un moment concret déterminé.

«D'autre part, nous devrions mettre l'accent sur la nécessité d'un programme concret pour développer, transformer et consolider les comités et commissions [ouvrières], ce qui constitue une des tâches essentielles pour promouvoir l'indépendance de classe des mouvements de masse.

«Finalement, il est nécessaire d'indiquer clairement le rôle central joué par un mot d'ordre gouvernemental qui exprime l'indépendance de classe et la nécessité de la rupture avec la bourgeoisie [...].»

Cependant, plutôt que de combattre à fond ces divergences, les délégations du PST et de la LCE votèrent toutes deux *en faveur* du projet SWP, ayant convenu que la version finale serait rédigée en tenant compte de leurs critiques. Il n'en fut rien. La version rédigée par le SWP fut publiée sans qu'on ait touché à l'axe des «droits démocratiques» et sans qu'on change rien à l'apologie de Soares.

Moreno rompit avec le SWP à cause de ce document, bien qu'il lui fût difficile d'expliquer pourquoi il avait auparavant accordé son soutien à des positions de la FLT du même acabit. (Il n'essaya même pas d'harmoniser son verbiage «gauche» fraîchement acquis avec les déclarations honteuses du PST soutenant le «processus institutionnel» en Argentine contre les guérillans de gauche!) Mais les dirigeants de la LCE capitulèrent misérablement. La déclaration de la Tendance Bolchévique du PST le démontre:

«Les positions du SWP sur le Portugal furent contestées dès le début par 90 pour cent de la fraction qui, dans sa critique du document «Problèmes clé», réclamait que l'on pose le problème des organes de pouvoir. L'opposition la plus clairement exprimée et la plus brillante vint des dirigeants de la FLT espagnole. [...] Pour des raisons obscures qui nous échappent, les dirigeants espagnols de la

édition française

SPARTACIST 

(Fourth Internationalist)

Édité sous la direction du Secrétariat Intérimaire de la tendance spartaciste internationale, selon les termes de la Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale.

une revue du
MARXISME REVOLUTIONNAIRE

Comité de rédaction: L. Gordon
J. Sharpe
J. Lesueur
Mary Gordon pour la réalisation

Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO, New York, N.Y. 10001 USA

numéro 14

décembre 1977

FLT capitulèrent complètement devant le SWP et acceptèrent la seconde version de «Problèmes clés» [...] qui est pratiquement identique à la précédente. Cela provoqua une crise de la fraction en Espagne.[...]

— *International Internal Discussion Bulletin*
du SWP, janvier 1977

Ce tournant droitier minable pris par les dirigeants de la LCE sur le problème portugais se refléta rapidement dans ses positions politiques sur les problèmes espagnols, où elle adopta, de A à Z, tous les procédés réformistes du SWP. Il était tout à fait logique que la LCE, à la traîne de Soares au Portugal, rampe devant Felipe Gonzales, le dirigeant de la social-démocratie espagnole.

Dans le passé, la LCE avait réclamé la soumission inconditionnelle à la discipline instaurée par les commissions ouvrières (CC.OO.) dominées par les staliniens, critiquant durement la LCR qui essayait de déborder les CC.OO.—comme, par exemple, lors de l'apogée du mouvement de grève de Pampelune en 1973. Mais à la fin de l'année 1976, la LCE changea de cheval et quitta subitement les CC.OO., alléguant que le Parti Communiste avait supprimé les droits démocratiques (ce

qui avait toujours été le cas) et rejoignit l'UGT, fédération syndicale sociale-démocrate. Cependant, au cours de ce processus, elle restait fidèle à ses conceptions suivistes. d'«unité stratégique» avec les dirigeants traîtres réformistes, comme l'indique le texte suivant rédigé par les syndicalistes soutenus par la LCE, lorsqu'ils rejoignirent l'UGT:

«Nous acceptons les statuts et décisions du Congrès de l'UGT et nous ne lutterons pas pour la détruire. Nous voulons plutôt renforcer l'UGT et constituer une partie de son aile gauche qui lutte pour l'unité et la société socialiste.»

— *Cambio* 16, 18 octobre 1976

Le matériel dont nous disposons étant limité, nous sommes incapables de faire une critique exhaustive de la politique de la LCE en Espagne à l'heure actuelle. Mais sa capitulation méprisable devant Soares et son adoption intégrale de la politique sociale-démocrate du SWP signifient que toute volonté révolutionnaire subjective qui pourrait encore exister dans ses rangs sera frustrée. La voie qui, aujourd'hui, mène à une politique révolutionnaire en Espagne exige le rejet explicite et la lutte contre le révisionnisme anti-trotskyiste déclaré de la LCE.

Le 6 juin 1975

Chers Camarades,

Nous acceptons bien volontiers l'invitation faite par le camarade M. à entamer une correspondance entre la tendance spartaciste internationale et la LCE. Nous devons vous indiquer clairement que nous ne connaissons pas vos positions politiques sur toute une série de sujets importants. C'est pourquoi un des buts principaux de cette lettre est de déterminer s'il existe des fondements sur lesquels des discussions d'organisation à organisation peuvent être établies.

Nous devons expliciter dès le début les raisons qui nous ont amenés à prendre au sérieux cette occasion. La LCE nous apparaît comme un des groupes qui inclut les éléments subjectivement les plus sérieux et les plus à gauche au sein du marais qui a pour nom le «Secrétariat Unifié». Et, contrairement à la gauche petite-bourgeoise de la Tendance Majoritaire Internationale (TMI), votre organisation semble être attirée par l'appel (frauduleux) à l'orthodoxie marxiste de la mal nommée Fraction Léniniste-Trotskyiste (FLT).

Cependant un communiste ne peut ressentir qu'un mépris total pour vos partenaires de bloc internationaux, les réformistes achevés du Socialist Workers Party américain et du Partido Socialista de los Trabajadores argentin! Le SWP et le PST sont les ennemis jurés de la révolution prolétarienne derrière les citations de Lénine et Trotsky, qu'ils utilisent pour réfuter le guérillérisme de la TMI, se cache la crainte servile de provoquer la colère de leurs propres bourgeoisies.

Mais nous décelons une différence importante entre la LCE et les SWP/PST. Ces derniers ne sont que des imposteurs cyniques qui condamnent la politique pro-front populaire de la TMI et qui, sans sourciller, retournent ensuite leur veste pour pratiquer, dans leur propre pays, une politique de collaboration de classes encore plus méprisable. La Liga Comunista, par contre, a

vigoureusement dénoncé la politique de front populaire, non seulement dans son propre pays, mais aussi lorsqu'elle est perpétrée par ses adversaires fractionnels à l'étranger.

Tout en ne minimisant aucunement cette distinction significative, nous devons aussi tenir sérieusement compte du fait que la LCE est une organisation sympathisante du «Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale» (SU) qui n'est ni unifié, ni la Quatrième Internationale; qu'elle est aussi membre de la Fraction Léniniste-Trotskyiste qui n'est ni léniniste, ni trotskyste, ni même une fraction proprement dite. *La Liga Comunista se présente donc au prolétariat espagnol comme partisan d'une prétendue «Internationale», dont l'autre filiale nationale, la Liga Comunista Revolucionaria (LCR) est incapable de tracer la ligne de classe face aux fronts populaires et pourrait bien participer à n'importe quel moment au front populaire qu'est l'Assemblée de Catalogne. De même, vous devez répondre des trahisons méprisables des principes socialistes de la part du SWP et du PST.*

Prenez deux des exemples récents les plus célèbres: vous connaissez certainement bien les déclarations du PST qui, en fait, accorde son «soutien critique» au régime péroniste criminel en Argentine et l'appel du SWP à l'intervention des troupes fédérales à Boston. A notre connaissance, la LCE n'a fait aucune déclaration s'opposant à ces manifestations traîtres de confiance envers l'Etat capitaliste par les dirigeants de la FLT. Il serait insensé d'espérer entamer des discussions sérieuses d'organisation à organisation, sans que la Liga Comunista ne condamne l'appel du SWP à l'intervention des troupes fédérales et le soutien apporté par le PST à la «continuité» du gouvernement argentin. Il est évident que pour tout révolutionnaire sérieux, une telle condamnation nécessiterait une rupture avec la politique de la FLT.

Et ce n'est pas en griffonnant quelques mots que l'on accomplit une telle rupture. Ce qu'il faut, c'est une analyse sérieuse de la politique réelle du SWP et du PST et une évaluation franche de l'origine des erreurs de la LCE.

Nous savons que, dans le passé, les dirigeants de la Liga Comunista ont essayé de reconsidérer sérieusement certaines de leurs positions antérieures. Quand un représentant de la TMI tenta de faire abandonner l'ancienne position politique ultra-gauche de la LCR à l'égard des commissions ouvrières, la tendance Encrucijada réclama une discussion politique sur les origines de cette position. Ferez-vous preuve aujourd'hui de la même détermination? Alors que des centaines de militants de gauche sont arrêtés et assassinés avec la complicité du gouvernement dont Coral et Cie. soutiennent la «continuité», les «critiques» timides de certaines «formulations» du PST ne suffisent pas!

Pour quelles raisons la Liga Comunista s'est-elle donc ralliée à la FLT? Nous ne disposons pas à ce moment des renseignements nécessaires pour répondre à cette question. Au cas où, toutefois, vous auriez pris au sérieux le verbiage, aux consonances orthodoxes épisodiques, des documents de fraction rédigés par Hansen, et que vous ne connaissiez pas suffisamment la pratique réelle des SWP et PST, un des buts de cette lettre vise à démontrer l'escroquerie des prétentions trotskystes de ces charlatans, et à mettre en évidence les origines de leur politique opportuniste: le pablisme. (Nous traiterons aussi de la conception de la «stratégie» de front unique de la LCE.)

Un social-démocrate et un caméléon

Les déclarations du PST durant ces 15 derniers mois ont si ouvertement présenté un caractère de collaboration de classes qu'il faudrait être aveugle pour ne pas voir l'abîme qui sépare ces sociaux-démocrates réformistes du trotskysme révolutionnaire. Dans une déclaration commune avec le PC et six partis bourgeois, présentée au Général Perón le 21 mars 1974, le PST promettait d'adhérer au «processus institutionnel» et condamnait tous ceux (autrement dit les vrais communistes) qui voulaient le changer. Cette déclaration soutient sans ambiguïté «l'ordre public» capitaliste puisqu'elle constitue, au moins implicitement, un alignement sur la politique du gouvernement et des partis libéraux bourgeois dirigés contre les guérilleros de gauche comme l'ERP/PRT (Ejército Revolucionario del Pueblo/Partido Revolucionario de los Trabajadores).

Cet alignement implicite devint explicite à la suite d'une déclaration faite par le dirigeant du PST, Juan Carlos Coral, lors du meeting qui devait rassembler «plusieurs secteurs» et le Président Isabel Perón le 8 octobre, meeting au cours duquel ce pseudo-socialiste déclara que les guérilleros étaient «le simple reflet» des groupes terroristes d'extrême-droite (AAA — Alliance Anti-Communiste Argentine). Le discours de Coral comprenait un passage qui ne peut être interprété que comme une déclaration de soutien politique au régime péroniste: «Nous lutterons pour la continuité de ce gouvernement. Nous lutterons pour la continuité de ce gouvernement» déclara le représentant du PST «trotskyste» (*Avanzada Socialista*, 15 octobre 1974)!

Ces déclarations conciliatrices envers le gouvernement péroniste ne sont pas une innovation. Le «théoricien» du PST, Nahuel Moreno, a joué ce jeu durant des dizaines d'années avec, pendant 12 ans, la complaisance du



Política Obrera

Réunion «multisectorale» avec Perón, en mars 1974. Deuxième en partant de la droite, Coral du PST.

Secrétariat Unifié. Ces faits sont bien connus et nous les avons longuement analysés dans un article («Argentina: The Struggle Against Peronism», *Workers Vanguard*, No. 24; 6 juillet 1973) qui est en annexe. Qu'il nous suffise de rappeler qu'à la fin des années 50 et au début des années 60, Moreno publiait la revue *Palabra Obrera* qui s'intitulait «organe du péronisme ouvrier révolutionnaire» et déclarait être «sous la discipline du Général Perón et du Conseil Suprême péroniste»! Plus récemment, Coral et Moreno offrirent de voter pour la liste péroniste, si 80 pour cent des candidats de la liste justicialiste étaient des ouvriers (*AS*, 22 novembre 1972), et déclarèrent au président péroniste Hector Cámpora qu'il pourrait «compter sur notre solidarité prolétarienne» (*AS*, 30 mai-6 juin 1973).

Aussi, si aujourd'hui le PST capitule devant le gouvernement Perón, vous ne pouvez pas le mettre sur le compte d'une formulation erronée ou d'un soi-disant tournant récent. Ces trahisons ne sont pas non plus uniquement la responsabilité de Coral (qui n'est que le social-démocrate qu'il a toujours été) et de Moreno (un caméléon politique dont c'est simplement la nature). Lutter pour le principe marxiste d'indépendance de la classe ouvrière exige la rupture avec Hansen et Mandel qui, pendant des années, apportèrent une caution «de gauche» aux machinations de Moreno.

Par exemple: Moreno et Hansen attaquent aujourd'hui violemment le guévarisme de la TMI, mais au début et jusqu'au milieu des années 60, ils soutinrent à fond la guérilla paysanne, tout au moins sur le papier. Moreno était à l'époque le plus guérillériste de tous. «L'histoire [...] a rejeté la théorie selon laquelle le prolétariat, dans les pays

sous-développés, constitue l'avant-garde révolutionnaire», écrivait-il en 1961, jetant simultanément par la fenêtre le Programme de Transition et la théorie de la révolution permanente. Il renchérisait en disant qu'il était nécessaire d'«effectuer la synthèse entre la théorie et le programme corrects généraux (trotskystes) et la théorie et le programme corrects particuliers (maoïstes ou castristes)» (N. Moreno, *La revolución latinoamericana*).

Si une aile du Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT), section du Secrétariat Unifié fondée et «éduquée» par Moreno, devait par la suite se livrer à la guerre de guérilla urbaine et paysanne, louant «notre Comandante principal, Ché Guevara» et accueillant «les contributions de Trotsky, Kim Il Sung, Mao Tse-Tung, Ho Chi Minh et du Général Giap à la révolution» (Roberto Santucho, cité dans *Intercontinental Press*, 27 novembre 1972), il ne faut pas en chercher la source dans la résolution sur l'Amérique latine du «Neuvième Congrès mondial». Hansen et Moreno sont tout aussi responsables de cet état de fait que Mandel, bien qu'ils soient un tant soit peu plus «prudents» lorsqu'ils mettent leurs paroles en pratique.

Voulez-vous remonter aux origines du guérillérisme petit-bourgeois au sein du Secrétariat Unifié? Dans ce cas vous devez rejeter le document même de fondation du Secrétariat Unifié, «Pour la réunification prochaine du mouvement trotskyste mondial» (rédigé par la majorité du SWP en mars 1963), qui déclarait que l'«organisation de la guérilla menée par des paysans sans terre et des forces semi-prolétariennes, sous une direction qui se trouve engagée à poursuivre la révolution jusqu'à son terme, peut jouer un rôle décisif pour miner le pouvoir colonial ou semi-colonial et précipiter sa chute.» La Tendence Révolutionnaire du SWP, précurseur de la Spartacist League des Etats-Unis, répliqua: «La guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique anti-prolétarien. [...] La révolution coloniale ne peut avoir une signification révolutionnaire progressiste sans équivoque que sous la direction du prolétariat révolutionnaire» («Vers la renaissance de la Quatrième Internationale», juin 1963 [traduit dans *Spartacist*, édition française, No. 8, février 1975]).

Pas une internationale mais un pacte de non-agression

Ainsi, la fondation même du Secrétariat Unifié repose-t-elle sur le rejet de la théorie de la révolution permanente et du rôle dirigeant indispensable de la classe ouvrière sous la conduite de son parti d'avant-garde trotskyste. Pour les patriarches de l'ancien Secrétariat International (Ernest Mandel, Livio Maitan, Pierre Frank), ce n'était rien d'autre que la continuation de la politique pabliste de liquidation qu'ils développaient depuis le début des années 50. Depuis l'«entrisme profond» de Pablo au sein des partis staliniens jusqu'au rôle du Secrétariat Unifié acclamant Castro, ces capitulateurs professionnels n'ont jamais fait que l'apologie d'un dirigeant non-prolétarien après l'autre.

Au cours des années 50, le SWP s'opposa au programme pabliste de liquidation au sein des partis réformistes quoique seulement après de longues hésitations. Mais à la

suite des ravages créés par le maccarthysme dans la gauche américaine, le parti succomba progressivement aux pressions de l'isolement. Et quand vint la révolution cubaine, Hansen déclara que le nouveau régime était un Etat ouvrier sain («bien qu'il lui manque les formes de la démocratie ouvrière!»), espérant profiter ainsi de sa popularité. Seule la Tendence Révolutionnaire déclara que Cuba était un Etat ouvrier qualitativement déformé, qu'il était nécessaire de former un parti trotskyste indépendant pour y diriger une révolution politique, chassant la bureaucratie stalinienne et établissant un régime démocratique soviétique. La crise qui affecte le Secrétariat «Unifié» depuis 6 ans découle directement de sa politique pabliste. Non seulement n'y eut-il aucun «tournant» au Neuvième Congrès (sauf lorsqu'il s'agissait de jouer à mettre en application la lutte de guérilla, qui, jusque-là, n'avait été préconisée que verbalement), mais si des «marxistes inconscients» (Castro) peuvent remplacer les trotskystes et si des «instruments émoussés» (les bandes de guérilla paysannes) peuvent accomplir les tâches du parti léniniste, alors pourquoi ne pas inclure dans l'«Internationale» des éléments sociaux-démocrates, semi-maoïstes et guévaristes de tout poil?

Un tel bloc fédéré, pourri, de forces aussi disparates, est organiquement *incapable* de parvenir à une clarté marxiste ou à une action révolutionnaire cohérente, et cela a été largement démontré par le SU. Quelle est, par exemple, la position du Secrétariat «Unifié» sur le Chili? Le SWP déclare que la coalition d'Unité Populaire d'Allende constitue un front populaire, mais la TMI et le PST le nient. Sur l'Indochine? La TMI affirme que les staliniens vietnamiens sont des révolutionnaires qui viennent tout juste d'accomplir «la première «révolution permanente» victorieuse» depuis Cuba, alors que le SWP a refusé de prendre parti dans la guerre de classes d'Indochine et affirme aujourd'hui que le Sud Vietnam est toujours capitaliste!

On pourrait aussi citer le Mouvement des Forces Armées portugais, l'Union de la Gauche française, la «Révolution culturelle» chinoise, la guerre de guérilla et le terrorisme individuel. Sur aucun de ces problèmes vitaux le SU n'a de position commune, et, comme le veut sa conception menchévique du centralisme démocratique, ces positions politiques opposées sont dûment publiées dans la presse de ses sections respectives. Il n'est donc pas étonnant que partout où il y a un nombre important de partisans de la FLT et de la TMI dans le même pays, il y ait des scissions ou bien des organisations séparées (Argentine, Australie, Canada, Mexique, Pérou, Portugal et Etats-Unis).

Dès la fondation du SU en 1963, son caractère de pacte de non-agression sans principes fut clairement mis en évidence par l'escamotage de divergences importantes, notamment sur la scission de 1953, sur le problème chinois et d'autres questions. Un autre élément de cette «réunification» véreuse était l'accord tacite de ne pas s'entre-dénoncer pour leurs trahisons respectives dans le but de maintenir l'«unité». Récemment, une polémique fractionnelle publique dirigée contre la majorité du SU par le PST éclairait parfaitement cet élément: pourquoi, demande le PST, Mandel nous attaque-t-il lorsque nous faisons des déclarations communes avec des politiciens bourgeois, alors que ce même Mandel ne souffle mot des

coalitions «anti-guerre» du SWP avec d'éminents démocrates libéraux?

«Nous aimerions leur rappeler [aux dirigeants de la TMI] qu'à l'apogée du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis, toute une série d'éléments petits-bourgeois, et même bourgeois, voulurent partager la tribune dans les rassemblements géants organisés à cette époque. Les trotskystes américains ne s'y opposèrent pas. En fait, ils les favorisèrent même.

«Mais comme les ultra-gauches vociférèrent! Ils considéraient cette attitude comme une preuve irréfutable que le SWP formait un «bloc politique interclassiste» avec l'aile libérale du Parti Démocrate, et tombait ainsi dans la «politique» de collaboration de classes des sociaux-démocrates. Ceci reste l'une des principales «preuves» avancées contre le SWP par les ultra-gauches aux Etats-Unis (et ailleurs) pour étayer l'accusation qu'il a «dégénéré», est devenu «réformiste» et «trahit» la classe ouvrière.»

— *Intercontinental Press*, 20 janvier 1975

Les «ultra-gauches» que dénoncèrent les coalitions de collaboration de classes du SWP contre la guerre, c'étaient, bien sûr, la Spartacist League; et les dirigeants du PST soulèvent un point important en démontrant l'inconséquence de la TMI. Mais Mandel sait bien qu'accuser le SWP d'avoir pratiqué la collaboration de classes pendant une demi-douzaine d'années dans son principal secteur d'intervention signifierait irrévocablement une scission du SU en deux et détruirait sa prétention à constituer la Quatrième-Internationale.

Collaboration de classes et mouvement anti-guerre

La politique du SWP à la fin des années 60 lors du mouvement contre la guerre constitue en fait un exemple classique de politique réformiste. La formation de coalitions basées sur la «question unique» de la guerre du Vietnam fut l'activité dominante du SWP de 1965 à 1971 et la majorité de ses membres actuels furent recrutés sur cette base. Ils furent formés à cette école de collaboration de classes et nous pouvons vous assurer que, même pour les réformistes maoïstes et les stalinien pro-Moscou, le SWP était notoire pour être l'élément «socialiste» le plus droitier du mouvement anti-guerre. Les maoïstes demandaient la victoire du FNL (tout au moins jusqu'aux accords de «paix» de 1973), mais le SWP refusa constamment de prendre parti dans la guerre de classes qui faisait rage en Indochine (déclarant que le seul problème était l'autodétermination). Même la PC réussit à présenter une image gauche par rapport au SWP en essayant de construire des coalitions qui rassemblaient plusieurs questions politiques et non pas la seule question de la guerre au Vietnam (la plus connue de celles-ci étant la «coalition populaire pour la paix et la justice»). Le SWP les traita de «sectaires» en alléguant que cette politique pourrait effrayer certains éléments qui auraient pu s'opposer à la guerre, mais qui auraient été en désaccord sur les autres points.

La substance de la «stratégie» du SWP contre la guerre fut exprimée dans un article du *Militant* [organe du SWP] du 22 novembre 1965, qui demandait qu'on «mette de côté

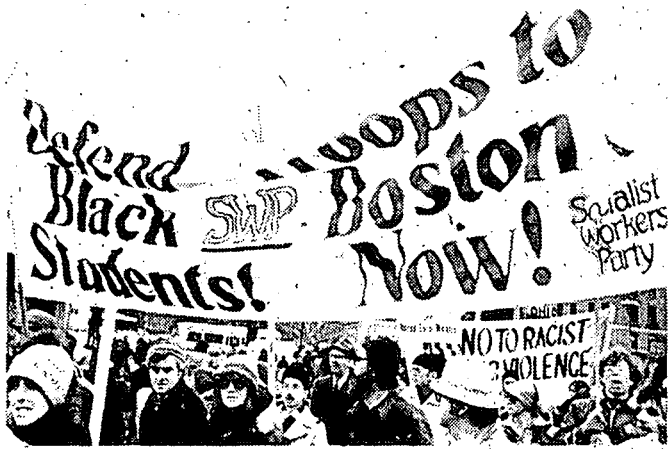


La SL pendant la guerre du Vietnam: «Toute l'Indochine doit devenir communiste!»

les divergences sectaires pour s'unir afin de construire une organisation nationale qui puisse englober tout ceux qui seraient opposés à l'intervention américaine au Vietnam, indépendamment de leur engagement ou de leur manque de détermination sur les autres problèmes». Ce que Hansen et Cie. voulaient, c'était créer une organisation qui incluerait des groupements bourgeois contre la guerre et des politiciens capitalistes libéraux qui, bien entendu, «manquent de détermination» pour mener une lutte de classes contre la guerre.

Cet article ne resta pas lettre morte et leurs appétits opportunistes ne restèrent pas inassouvis. Dès l'automne 1965, le SWP agit comme courtier pour cimenter le «Comité du défilé de la Cinquième Avenue pour la paix» qui était construit autour du seul mot d'ordre «arrêt immédiat de la guerre» [«Stop the War Now!»] et réclamait le retrait de toutes les «armées étrangères» du Vietnam du Sud. Cette position non seulement approuvait la condamnation par le gouvernement américain de l'«agression nord-vietnamienne», mais évitait aussi l'impératif fondamental de la solidarité prolétarienne: l'appel à la victoire de la révolution vietnamienne.

Une autre organisation de collaboration de classes, la NPAC (National Peace Action Coalition — Coalition Nationale d'Action pour la Paix), fut construite par le SWP à la fin des années 60. Loin de constituer un bloc *ad hoc* en vue d'organiser une manifestation, la NPAC, dominée par le SWP, était une organisation permanente dotée d'une orientation politique définie et d'un comité directeur qui comprenait le sénateur démocrate Vance Hartke. Mais bien avant la participation de Hartke, le caractère de front populaire de la NPAC fut clairement démontré par son refus de proposer des mots d'ordre dépassant le seul «retrait immédiat» [«Out Now!»] et par sa politique qui consistait à organiser des manifestations mettant en avant des politiciens bourgeois (Hartke, le maire de New York, John Lindsay, les sénateurs George McGovern et Eugene McCarthy, etc.). Ce n'est pas un hasard si à chaque élection (1966, 1968, 1970, 1972), quand les candidats dits «pour la paix», du Parti Démocrate lançaient leurs campagnes électorales, le mouvement de masse indépendant contre la guerre disparaissait purement et simplement. Et le refus du SWP d'appeler à la solidarité



Boston, 1974: le SWP appelle à l'«envoi immédiat de l'armée à Boston»

avec la révolution indochinoise garantissait la désintégration de la NPAC dès le commencement du retrait de l'armée américaine à grande échelle.

Au contraire, la Spartacist League lutta contre l'impérialisme américain sur une base de classe. Nos revendications comprenaient: «Pas d'orateurs bourgeois libéraux aux manifestations anti-guerre», «Pour des grèves politiques ouvrières contre la guerre», «Rompez avec les Démocrates et les Républicains — Pour la formation d'un parti ouvrier», «Pour l'écrasement de l'impérialisme — Pour le retrait immédiat de toutes les armées américaines de l'Asie» et «Victoire à la révolution indochinoise — Aucune confiance dans les dirigeants vendus aux Etats-Unis et à l'étranger». Un mot d'ordre qui provoquait invariablement la colère du service d'ordre du SWP à toutes les manifestations, était: «Toute l'Indochine doit devenir communiste».

Notre politique était en accord complet avec le programme léniniste selon lequel la guerre impérialiste ne peut être combattue que par la lutte de classes révolutionnaire. Dans un commentaire sur la conférence de Zimmerwald, Lénine rappelait: «cette thèse fondamentale de notre résolution que la lutte pour la paix sans une lutte révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère, et que la seule voie permettant de nous délivrer des horreurs de la guerre est la lutte révolutionnaire pour le socialisme» («Le premier pas», octobre 1915). Mais c'est en vain que vous cherchez dans les longs articles du SWP sur la guerre du Vietnam et dans les nombreux meetings et manifestations de la NPAC l'ombre d'une lutte de classes révolutionnaire.

On peut à ce sujet établir un parallèle important avec les coalitions contre la guerre du PC des Etats-Unis dans les années 30. Dans une brochure du SWP intitulée «Le front populaire: la nouvelle trahison», James Burnham écrivait en 1937:

«Le plus significatif de tous est l'application du front populaire à l'action contre la guerre. A travers une multitude d'organisations pacifistes, et en particulier à travers la «Ligue américaine contre la guerre et le fascisme», directement contrôlée par eux, les staliniens essayent de créer un «front large, sans distinction de classe, de tous ceux qui s'opposent à la guerre.» Le caractère de collaboration de classes de la politique de front populaire est révélé nettement par l'attitude des staliniens dans ces

organisations. Ils rejettent d'avance l'analyse marxiste de la guerre comme résultat des conflits internes du capitalisme et qui donc n'est vraiment combattue que par une lutte de classes révolutionnaire contre l'ordre capitaliste. Au lieu de cela les staliniens maintiennent que tout le monde, quel que soit la classe sociale ou le groupe dont il vient, qu'il soit opposé ou non au capitalisme, peut «s'unir» pour arrêter la guerre.»

Ceci constitue une description à la lettre, parfaite, de l'action du SWP au sein de la NPAC.

L'expression la plus spectaculaire du caractère front-populiste de la NPAC apparut lors de la conférence de juillet 1971 tenue à New York. Le meeting incluait le sénateur Hartke et Victor Reuther, un vice-président du syndicat de l'automobile (United Auto Workers) qui fut impliqué dans la remise de fonds par la CIA aux syndicats anti-communistes européens à la fin de la seconde guerre mondiale. Une motion de la Spartacist League demandait que les politiciens bourgeois tels que Hartke soient exclus de la conférence; le président du meeting, un membre du SWP, refusa de faire voter cette motion. Plus tard, quand Hartke et Reuther prirent la parole, ils se firent huer par les partisans de la Spartacist League et du Progressive Labor. Le SWP mobilisa alors son service d'ordre et attaqua, en les frappant violemment, les protestataires, en blessant plusieurs. Le lendemain, les partisans de la SL et de PL furent exclus de la conférence (cf. «SWP Seals Alliance with the Bourgeoisie», *Workers Action* No. 10, septembre 1971). L'unité avec les patrons, l'exclusion des communistes — voilà la politique anti-guerre «indépendante» du SWP!

Ces pseudo-trotskyistes réclament et construisent des organisations qui englobent «tous ceux qui s'opposent à l'intervention américaine au Vietnam, indépendamment de leur engagement [...] sur d'autres questions». Nous vous demandons: comment la LCE qualifierait-elle une organisation composée de tous ceux qui, indépendamment de leur nature de classe, s'opposent à Franco? Et que diriez-vous de ceux qui auraient créé une telle coalition? Votre réponse en ce qui concerne l'Espagne est claire: vous qualifiez l'Assemblée de Catalogne de front populaire (ou d'embryon de front populaire) et vous condamnez la politique de collaboration de classes des staliniens qui l'ont construite. Quelle est votre position pour les Etats-Unis?

Troupes fédérales ou autodéfense ouvrière/noire?

Nous pourrions discuter sans fin de la pratique anti-marxiste du SWP dans chaque domaine: secteurs d'intervention séparée (partis séparés pour les noirs et les chicanos; droit à l'«autodétermination» pour tous: Indiens, homosexuels, femmes, etc.); soutien à la bureaucratie ouvrière contre les militants de base «perturbateurs»; blocs avec les féministes bourgeoises au sein du mouvement de libération des femmes (ce qui le conduit à refuser de revendiquer l'avortement gratuit); soutien non dissimulé aux briseurs de grèves (lors des grèves des enseignants new-yorkais de 1968); appels au «contrôle communautaire» (y compris de la police); crétinisme électoral sans bornes, etc.

Ces derniers mois, le SWP a exprimé plus ouvertement encore ses aspirations sociales-démocrates. En décembre 1974, dans le but de convaincre un juge libéral que la surveillance par le FBI de son organisation de jeunesse n'était pas nécessaire, une déposition officielle du SWP au tribunal déclarait que le parti renonçait catégoriquement à «la violence ou toute autre activité illégale». Peu après, le SWP lança sa «campagne présidentielle 1976» avec une «Charte des droits des travailleurs» (Bill of Rights for Working People), combine réformiste qui appelle en fait à faire disparaître le capitalisme par des réformes par le biais des amendements constitutionnels.

Ensuite, dans une interview donnée au *New York Times* (21 avril 1975), Peter Camejo, le candidat du SWP aux élections présidentielles, demandait la «réduction du budget de guerre» (et pas son élimination), «la fin des activités illégales de la CIA et du harcèlement du FBI» (ce qui ne touchait pas les activités légales de ces polices anti-communistes), et affirmait son «opposition à la politique étrangère actuelle, que nous qualifions d'impérialiste» (propageant ainsi l'illusion réformiste que l'impérialisme pourrait être extirpé en votant pour des hommes d'Etat «pacifistes»!). Les cinq revendications de Camejo avaient déjà toutes été avancées par des parlementaires démocrates «libéraux de gauche».

Mais c'est seulement au cours de l'année dernière que le combat entre le programmé marxiste d'indépendance de la classe ouvrière et le réformisme de collaboration de classes est arrivé à son point culminant sur un problème spécifique: l'appel du SWP à l'intervention des «troupes fédérales à Boston». Pendant la mobilisation réactionnaire contre la déségrégation scolaire par le transport écolier [noirs dans les quartiers blancs—le «busing»] qui avait été décidé par les tribunaux, des écoliers noirs de Boston furent attaqués par des bandes racistes. Et donc, en bon réformiste, le SWP fit appel aux forces armées de L'Etat capitaliste—les bourreaux de l'Indochine—pour protéger

la population noire!

Les révolutionnaires mettent en garde les masses ouvrières contre toute confiance dans l'Etat bourgeois et font remarquer que ce dernier défend les intérêts de la classe capitaliste au pouvoir, et non ceux des exploités et des opprimés. Il est parfaitement correct de demander l'application d'une loi qui garantit des droits démocratiques (en fait, la Spartacist League fut parmi les premiers à demander l'application du plan de transport des écoliers décidé par les tribunaux), mais revendiquer l'intervention des troupes fédérales propage l'illusion qu'elles défendent les intérêts de la minorité noire opprimée. Au contraire, les marxistes demandent aux masses ouvrières de ne compter que sur leurs propres forces et avertissent que si les troupes fédérales interviennent à Boston, ce sera pour détruire toute tentative de la population noire d'organiser son autodéfense.

A Boston, la Spartacist League appela à la formation de groupes de défense mixtes de la classe ouvrière («Pour des détachements d'autodéfense noirs/syndicats») pour la protection des écoles, des enfants et des communautés noires contre les attaques de la canaille raciste. Cette politique léniniste connut une audience mondiale à la suite de la publication dans la presse de photos montrant nos banderoles aux manifestations de Boston. Cette politique fut aussi soutenue par un certain nombre de noirs. La réaction du SWP fut de condamner notre appel à une force ouvrière de défense mixte en la qualifiant d'«ultra-gauche». «L'appel à des détachements d'autodéfense syndicaux n'est pas réaliste dans l'immédiat», déclarait Camejo dans le *Militant* (1er novembre 1974), «[...] vous tirez du néant le mot d'ordre de détachements d'autodéfense syndicaux. Ce n'est pas une proposition sérieuse.»

Hansen a enjolivé, pour la consommation internationale, la politique adoptée par le SWP lors de la crise du *busing* de Boston dans un long article



3.00 F

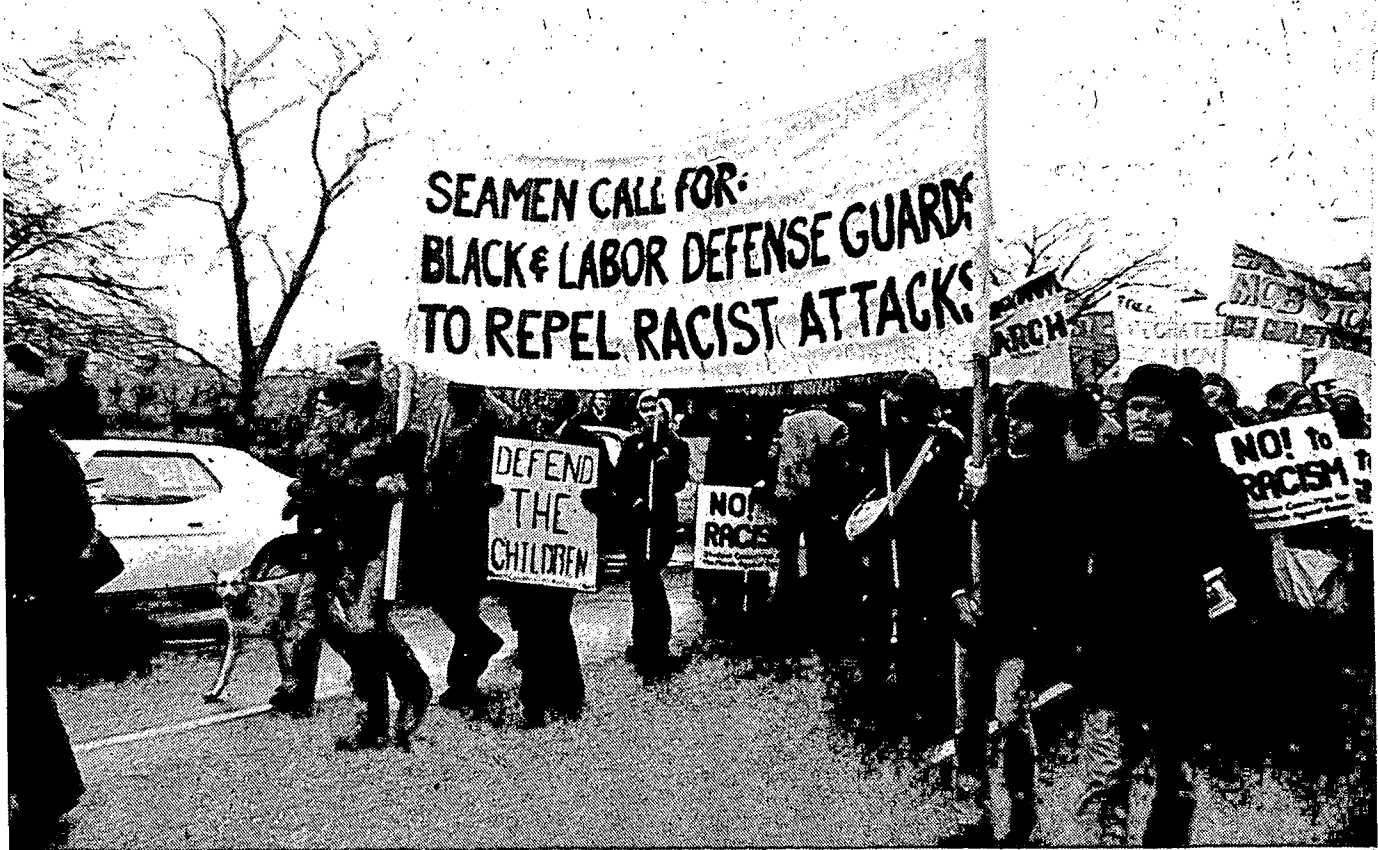
SPARTACIST

edición en español

¡Acaba de salir!

- ¡No al franquismo «reformado»!
- «Extrema izquierda» y las elecciones Suárez
- OTR chilena fusiona con tendencia espartaquista
- Fusión de SL/U.S. y Red Flag Union
- «La Pasionaria»: ¿Voz de resistencia o eco de traición?

Giros/cheques a:
Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO/NY, NY 10001 USA



Des marins d'une tendance syndicale lutte de classes soutenue politiquement par la SL/US appellent à la défense ouvrière/noire des écoliers noirs (Boston, 1974)

d'*Intercontinental Press* (25 novembre 1975) où il va jusqu'à à qualifier de «louable» la position de la SL revendiquant des détachements d'autodéfense syndicats/noirs. Ce n'est que de la poudre jetée aux yeux de ceux qui ne sont pas informés. Pas une seule fois le SWP n'a avancé de tels mots d'ordre à Boston (ni même ailleurs) pendant l'année écoulée. Au contraire, au cours de la manifestation du 14 décembre à Boston, alors que le cortège de la Spartacist League scandait le mot d'ordre «Pas de troupes fédérales—Pour des détachements d'autodéfense noirs/syndicats», un groupe avoisinant de partisans du SWP se mit à crier «Les troupes fédérales, à Boston!» pour étouffer nos voix.

Une ligne de démarcation nette a été tracée par le problème de l'intervention des troupes fédérales à Boston: les réformistes du SWP et du PC, avec les démocrates noirs et le maire démocrate libéral de Boston, demandent l'intervention des forces armées de l'Etat capitaliste; la Spartacist League exige l'action indépendante de la classe ouvrière, la formation de détachements d'autodéfense noirs/syndicats. C'est un impératif internationaliste pour des forces qui se disent révolutionnaires de prendre position sur cette question. A ce jour, cependant, aucune section du Secrétariat Unifié ne s'est opposée publiquement au révisionnisme flagrant du SWP sur ce problème central de la nature de classe de l'Etat et de l'attitude des révolutionnaires à son égard. Quelle est la position de la LCE?

Trotsky, en tout cas, formula une politique

révolutionnaire. Il écrivait dans «La guerre et la Quatrième Internationale» (1934):

«Se tourner vers l'Etat, c'est-à-dire vers le capital, en exigeant que celui-ci désarme les fascistes, c'est semer les pires illusions démocratiques, endormir la vigilance du prolétariat, démoraliser sa volonté. Les sociaux-démocrates, même les plus à gauche, c'est-à-dire ceux qui acceptent encore de répéter de vagues phrases en faveur de la révolution et de la dictature du prolétariat, prennent garde d'éviter la question de l'armement des ouvriers ou bien déclarent ouvertement que cette tâche est «chimérique, aventurière, romanesque».

Commentant cette citation, la Fraction Bolchévique-Léniniste (dont le dirigeant fut récemment exclu du Comité Central de la Ligue Communiste Révolutionnaire française [LCR]) écrivait: «Romanesque disaient les sociaux-démocrates de gauche en 1933, irréaliste nous dit Camejo: les années passent mais le vocabulaire des sociaux-démocrates change à peine!» (*Spartacist*, édition française, No. 9, 16 mai 1975).

Nous joignons des articles de notre presse qui ont trait à la controverse sur l'envoi des troupes fédérales à Boston. Parmi les articles les plus récents, vous trouverez une discussion concrète du «réalisme» de l'appel à des détachements d'autodéfense noirs/syndicats: un reportage sur la formation d'un comité de défense syndical organisé pour protéger la maison d'un syndiqué noir des attaques racistes. Cette action du *Local 6* de l'UAW (United Auto Workers—syndicat des travailleurs de l'automobile) fut entreprise à la suite d'une résolution du Labor Struggle

Caucus [Fraction Combat Ouvrier] de ce syndicat, dont un des membres dirigea le détachement d'autodéfense. Ce groupe est une tendance oppositionnelle de lutte de classes soutenue politiquement par la Spartacist League.

Le front unique: tactique ou stratégie?

Nous avons tenté d'examiner soigneusement la presse de la Liga Comunista pour nous faire une opinion sérieuse de vos positions politiques et de votre pratique. En premier lieu, nous constatons que votre presse est essentiellement consacrée à la péninsule ibérique; nous ne connaissons donc pas vos positions sur toute une série de questions importantes (y compris Cuba, l'Irlande, les guerres du Proche-Orient, le nationalisme petit-bourgeois dans plusieurs pays). Ensuite, comme nous ne disposons que du premier volume des résolutions de votre deuxième congrès, nous aimerions que vous nous envoyiez tout autre document disponible.

Vous accordez, à juste titre, dans *Combate* et les organes provinciaux de la LCE, une grande place à la discussion des luttes ouvrières et au secteur étudiant. En ce qui concerne la grève générale de Pampelune en 1973, les grèves dans la Bajo Llobregat en 1974 et d'autres grèves importantes, nous avons essayé de comparer les comptes rendus publiés par la LCE, la LCR, l'ORT (Organización Revolucionaria de los Trabajadores) et les maoïstes dans la mesure où nous en disposons. Bien que nous ayons pu nous faire une idée de ce qui s'est passé, il reste certains points importants sur lesquels nous n'avons pas pu faire toute la lumière, et de toute façon il est imprudent de juger de loin des luttes syndicales particulières. Nous aimerions cependant discuter de votre conception du front unique stratégique et, d'un point de vue plus général, de ses rapports avec l'action des révolutionnaires au sein des Commissions Ouvrières.

Dans votre lettre au Comité Central de la Ligue Communiste française («Sur la position prise par la Ligue Communiste lors des élections législatives de mars 1973», juin 1973, *International Internal Discussion Bulletin* du SWP, No. 5, janvier 1974), la LCE affirme: «A la ligne stratégique de front unique avec la bourgeoisie adoptée par des dirigeants vendus, concrétisée aujourd'hui par l'Union de la Gauche, qui n'est même pas capable de combattre Pompidou, il fallait opposer la stratégie révolutionnaire du front unique de classe, seule capable de rallier les masses urbaines et paysannes opprimées au prolétariat» (souligné dans l'original). La même idée est répétée dans d'autres documents de la Liga Comunista, sous d'autres formes, généralement en faisant référence à un «pacte de classe» qui serait l'alternative «opposée à tous les niveaux» au front populaire.

Comme vous le savez certainement, la conception de «stratégie du front unique» est utilisée par l'OCI française (Organisation Communiste Internationaliste) pour justifier sa politique de suivisme par rapport à la direction réformiste actuelle de la classe. La mise en application la plus abjecte de cette ligne capitularde fut l'appel de l'OCI à voter pour Mitterrand, le candidat unique du front populaire constitué par l'Union de la Gauche lors des élections présidentielles françaises de l'année dernière. Nous ne voulons pas faire d'amalgame et prêter à la LCE la

politique de Lambert, et nous savons que vous avez critiqué cette dernière pour avoir «érigé les méthodes tactiques du front unique... en principes stratégiques» («La crise de la LCR et la scission de «En Marche»,» dans *International Internal Discussion Bulletin* du SWP, Volume 10, No. 24, décembre 1973).

Cependant, la ligne de «stratégie du front unique de classe» conduit, en dernière analyse, précisément à la conclusion à laquelle l'OCI est arrivée. L'alternative générale à la politique de collaboration de classes des réformistes n'est ni un front unique large englobant toutes les organisations qui prétendent représenter la classe ouvrière ni un «pacte de classe» mythique, mais le *programme marxiste du parti d'avant-garde léniniste*. Exiger que les stalinien et les sociaux-démocrates rompent toute coalition électorale avec les partis bourgeois et demander aux réformistes de défendre des revendications spécifiques dans l'intérêt de la classe est à la fois principal et nécessaire; cela nous permet de démontrer concrètement aux masses que ces dirigeants traîtres sont les ennemis de la révolution prolétarienne. Par contre, laisser entendre que les représentants de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier peuvent s'arroger le programme révolutionnaire complet du parti trotskyste répand la confusion dans l'esprit des masses en masquant le programme contre-révolutionnaire des réformistes et la nécessité absolue d'un parti trotskyste indépendant.

Nous savons que la LCE met en garde contre la trahison des stalinien et souligne la nécessité d'un parti trotskyste (de temps à autre l'OCI en fait autant). Mais si, comme vous le prétendez, le front unique représente le programme d'indépendance de la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie (alors qu'il n'en est qu'une expression, dans des circonstances particulières), et si les stalinien sont capables de réaliser le front unique, c'est qu'alors ils ne sont plus des réformistes qui perpétuent à tout prix la domination capitaliste. Cette conclusion est clairement sous-entendue dans votre «résolution stratégique» du deuxième congrès de la LCE («Hacia la república socialista—Por el partido de la IV Internacional») où, réfutant des accusations imaginaires des «appareils» qui qualifieraient le front unique de simple manoeuvre, vous écrivez:

«Si vous vous prononcez en faveur du front unique et lutez méthodiquement dans ce sens, cela facilitera énormément la progression de la classe ouvrière qui resserrera ses rangs autour de ses organisations et décuplera l'impact de ses attaques contre les capitalistes et leur régime. Alors nous ne vous jugerons plus d'après vos terribles trahisons passées et actuelles. Nous tiendrons compte des faits nouveaux.»

Camarades, quand Trotsky déclarait que dans des circonstances particulières, les réformistes peuvent être entraînés plus loin qu'ils ne le voudraient, il ne voulait pas dire qu'ils pourraient adopter le programme révolutionnaire tout entier! C'est Pablo qui disait cela, et il tira les conséquences logiques de ses «analyses» et chercha à faire pression sur les partis stalinien, pour les réformer au lieu de lutter pour la création des partis trotskystes. Nous ne pensons pas que ceci soit la ligne politique de la Liga Comunista mais c'est l'aboutissement logique de votre conception de la «stratégie du front unique de classe».

(Nous attirons votre attention sur le passage concernant le front unique dans notre lettre à l'OCI et au CORQI

[Spartacist, édition française No. 4, fin 1973] qui analyse plus en détail le concept de «stratégie du front unique».)

Il ne s'agit pas simplement d'une question de terminologie. La position de l'OCI qui appelle au vote pour les partis ouvriers dans un front populaire découle du concept de front unique stratégique. La tendance spartaciste, par contre, n'accorde son soutien électoral à aucun des partis engagés dans un front populaire, c'est-à-dire que nous exigeons qu'ils rompent avec leurs partenaires bourgeois comme condition à notre soutien électoral. La logique de notre position est tout à fait claire: le principe fondamental de la politique marxiste réside dans l'indépendance du prolétariat vis-à-vis de l'ennemi de classe; si un parti ouvrier, même un parti réformiste comme le Labour Party anglais, mène une campagne



Cambio 16

Des années durant, la LCE promet de se soumettre «inconditionnellement» à la discipline des CC.OO.



Cambio 16

En octobre 1976, des militants de la LCE rompirent avec les CC.OO.... pour se soumettre inconditionnellement à l'UGT

électorale indépendante, nous pouvons demander aux ouvriers de voter pour ce parti, afin d'essayer de façon élémentaire de tracer la ligne de classe. Mais lorsque le parti ouvrier participe à un front populaire, demander aux ouvriers de voter pour ce parti équivaut à leur dire de mettre une formation bourgeois au pouvoir.

La LCE a également appelé à voter pour les partis ouvriers du front populaire au second tour des élections parlementaires françaises de 1973. Vous invoquez le fait que l'abstention est une politique passive. C'est vrai pour l'abstention de principe. Ce n'est cependant pas la politique de la Spartacist League qui appela au contraire à voter pour les candidats de l'OCI et de LO [Lutte Ouvrière],

formations qui, par leur refus de voter pour les radicaux de gauche, représentaient, bien que de manière déformée et très partielle, une opposition de classe au front populaire. Nous demandions aussi au PC et au PS de rompre avec les radicaux de gauche, en faisant d'une telle rupture avec le parti bourgeois la précondition à tout soutien électoral de leurs candidats.

Nous aimerions savoir quelle était votre politique lors des élections françaises de 1974 où Mitterrand était le candidat unique du front populaire. Dans ce cas, vous ne pourriez prétendre que vous refusez de voter pour une partie du front: votre recommandation concrète aux ouvriers serait identique à celle des dirigeants de l'Union de la Gauche. Nous souhaiterions aussi connaître votre position sur les élections portugaises du 25 avril. Le Partido Revolucionario dos Trabalhadores (PRT) portugais, dont les vœux semblent généralement s'accorder avec celles de la LCE, n'apporta son soutien à aucun des partis qui avaient signé le pacte avec le Mouvement des Forces Armées. Nous condamnons le soutien électoral apporté par le PRT à la LCI (Liga Comunista Internacional) portugaise (soutien qui ne représentait aucun caractère critique, tout au moins publiquement), estimant que la politique de la LCI vis-à-vis du MFA revenait à un «soutien critique» à son «aile progressiste» et ne constituait aucunement une opposition de classe intransigeante. Mais le refus du PRT de voter pour le PC parce qu'il était formellement engagé dans la collaboration de classes à travers sa participation au régime bonapartiste bourgeois dominé par le MFA, était correct. Etes-vous en désaccord avec cette position?

Les Commissions Ouvrières et la «grève générale révolutionnaire»

Il nous semble que vos déclarations sur les Commissions Ouvrières reflètent également la conception énoncée du «front unique stratégique». Vous écrivez: «C'est dans les Commissions Ouvrières que nous, trotskystes, voyons la base organique fondamentale du front unique du prolétariat militant» («La crise de la LCR et la scission d'«En Marche»»). Vous ajoutez dans la «résolution stratégique» du deuxième congrès de la LCE: «La force de l'action généralisée des masses et la centralisation de la volonté de lutte de secteurs extrêmement vastes exigent de plus en plus que les Commissions Ouvrières rompent avec les obstacles qui s'opposent au développement de leur vocation en tant que *formes démocratiques du front unique de l'avant-garde large du prolétariat*».

Qu'entendez-vous par les phrases «base organique fondamentale du front unique» et «leur vocation en tant que formes démocratiques du front unique de l'avant-garde large»? Si vous voulez dire que les Commissions Ouvrières ont regroupé une grande partie des militants ouvriers les plus combattifs, qu'il est nécessaire de lutter en leur sein pour vaincre les staliniens et autres réformistes qui les mènent aujourd'hui sur le chemin de la collaboration de classes, que ce serait faire preuve d'un sectarisme stupide et dangereux de considérer les CC.OO. [Commissions Ouvrières] comme des rivales, ce qui assimilerait tacitement la



Rouge

Manifestation des Commissions Ouvrières

base à la direction, alors nous sommes d'accord. Mais vous voulez apparemment aller plus loin.

Parler de la «vocation» d'une institution particulière dans la lutte de classes est une attitude métaphysique. La «vocation» des syndicats est-elle de défendre les intérêts des ouvriers contre les patrons (ce qui est impossible aujourd'hui s'ils n'ont pas une direction révolutionnaire) ou de servir l'intérêt des patrons (comme c'est presque toujours le cas)? Vous pouvez affirmer que la politique de collaboration de classes actuelle des syndicats est une déformation de leur but fondamental. Mais alors Lénine se trompait lorsqu'il insistait qu'un parti d'avant-garde indépendant était nécessaire pour éveiller la classe ouvrière à la conscience socialiste, et que la conscience syndicale équivaut à la conscience bourgeoise.

Et que penser des soviets russes de février à septembre 1917 — leur «vocation» était-elle de servir de structure organisationnelle pour la formation d'un Etat ouvrier? Dans ce cas, Lénine devait se tromper lorsqu'il retira le mot d'ordre «tout le pouvoir aux soviets» pendant la répression contre-révolutionnaire féroce déclenchée par Kérénski après les journées de juillet. Les Bolchéviks auraient-ils dû au contraire se contenter d'obtenir une majorité au sein des soviets et de se soumettre inconditionnellement à la discipline de la majorité du soviet? Ils ne s'en contentèrent pas, et ils eurent raison.

La fonction d'une institution donnée dans la lutte de classes est fixée par l'ensemble des forces politiques de classe qui déterminent sa politique. Les conseils ouvriers allemands de 1918 étaient contrôlés par la majorité sociale-démocrate et, par exemple, ratifièrent l'établissement d'une république parlementaire bourgeoise. On peut parler du rôle réel joué par telle ou telle institution ou parler de l'aptitude d'une entité donnée à remplir d'autres fonctions.

Nous pensons que le rôle réel des Commissions Ouvrières espagnoles est celui des syndicats illégaux. Il est vrai qu'elles ont épisodiquement dirigé des mobilisations

de masse dépassant les limites d'un secteur d'industrie particulier. Mais la fédération des mineurs boliviens en faisait autant en maintenant pendant des années des milices armées. De plus, vous faites vous-mêmes une distinction entre les Commissions Ouvrières et les «comités élus et révocables par les assemblées». Ce n'est pas simplement une distinction formaliste puisqu'aujourd'hui (d'après ce que nous savons) la plupart des Commissions Ouvrières ne sont pas élues, sont dominées par des directions réformistes et que plusieurs d'entre elles ont même exclu des militants qui voulaient poursuivre une politique combative de lutte de classes.

Que peut-on attendre des Commissions Ouvrières? Andrés Nin se trompait en croyant que la fédération syndicale CNT [Confederación Nacional de Trabajadores], dirigée par les anarchistes pourrait remplacer les soviets; il ignorait le fait que même ces syndicats combattifs étaient contrôlés par une bureaucratie et étaient construits de façon à retarder ou réprimer l'expression de la volonté directe des masses. Les Commissions Ouvrières, par contre, sont beaucoup plus fluides, imparfaitement coordonnées et ne portent pas le poids d'une bureaucratie massive comme celles qui se développent ordinairement dans les syndicats soumis aux conditions de la légalité bourgeoise. C'est pourquoi les Commissions Ouvrières peuvent être transformées en conseils ouvriers démocratiques dans le feu d'un soulèvement des masses. De même que les conseils de *shop stewards* [délégués ouvriers] auraient pu être transformés en comités d'usine lors de la grève générale de 1926 en Angleterre.

Aux Etats-Unis, nous avons combattu des tendances syndicalistes qui considèrent les syndicats [actuels] comme ennemis des ouvriers à cause de la politique traître de leurs dirigeants. En Angleterre, pendant la grève des mineurs de 1973, nous avons appelé à une grève générale organisée par les conseils de *shop stewards* et critiqué l'utopisme de l'International Marxist Group qui cherchait à créer des

«conseils d'action» à partir de rien. Un parti ne peut rompre à la légère la discipline des syndicats dans l'action chaque fois qu'il est en désaccord avec la politique adoptée: jusqu'à l'irruption de soulèvements massifs de la classe ouvrière, il devra essentiellement s'efforcer de gagner la direction de ces organisations. Mais nous ne nous soumettons *inconditionnellement* à la discipline d'aucune institution en dehors du parti sous prétexte que sa «vocation» est de constituer la base organique d'un front unique. Dans certaines circonstances, nous devons être prêts à rompre le front unique afin de pouvoir faire avancer la lutte lorsque les réformistes commencent à trahir.

La «grève générale révolutionnaire»

La Liga Comunista parle souvent de la «grève générale révolutionnaire pour renverser la dictature franquiste». Ce mot d'ordre cherche de toute évidence à s'opposer à l'appel du PC à une «grève nationale» qui serait une sorte d'acte de réconciliation nationale; de même, le «pacte de classe» proposé par la LCE veut s'opposer au «pacte pour la liberté» du PC. Nous soutenons entièrement, bien entendu, les mots d'ordre qui opposent le plus efficacement le programme d'indépendance de la classe ouvrière à la politique de collaboration de classes des réformistes. Mais, dans ce domaine, il faut se garder de simplifier outre mesure.

D'une part, le mot d'ordre de grève générale révolutionnaire paraît excessivement spécifique en ce qui concerne la forme que pourrait prendre un soulèvement révolutionnaire contre le régime de Franco. Par exemple, le soulèvement de 1934 dans les Asturies prit immédiatement la forme d'une insurrection. A cet égard, le mot d'ordre présente en quelque sorte le caractère d'un «mythe social» à la Sorèl. Le mot d'ordre syndicaliste de grève générale contre la guerre, lors de la première guerre mondiale, en est un autre exemple. Mais, bien entendu, une grève générale pourrait bien être le moyen de renverser la dictature bonapartiste.

Bien plus fondamentalement, nous ne savons pas exactement dans quel sens vous utilisez le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et sa relation avec la grève générale. D'une part, votre «résolution stratégique» se réfère à «la formule d'un gouvernement ouvrier basé sur les organes de la grève générale». Nous considérons que ce mot d'ordre est correct dans le cas d'une grève générale; évidemment, la tâche des révolutionnaires doit être non seulement de former un comité central de grève, mais également de lui donner un caractère de soviet, de le transformer en organe de double pouvoir et de lutter pour imposer un gouvernement basé sur l'expression démocratique de cet organe unitaire représentatif du mouvement ouvrier indépendant. Cette formulation est en violent contraste avec l'appel récent de la Liga Comunista Internacionalista (LCI) portugaise à «imposer un gouvernement ouvrier dans le cadre d'un Etat capitaliste».

D'autre part, vous écrivez au sujet de la LCR qu'«il devient de plus en plus difficile de juger d'après leurs documents s'ils font vraiment une distinction entre le renversement de la dictature et le renversement du

capitalisme. Le rejet du mot d'ordre d'une réelle assemblée constituante et l'utilisation idéologique du concept de contrôle ouvrier renforcent chez les militants l'illusion que l'extension des comités démocratiques et davantage encore la constitution de soviets signifie que les idées révolutionnaires ont déjà vaincu l'influence de l'alternative réformiste. Dès lors, le mot d'ordre transitoire de gouvernement ouvrier est plus que jamais confondu avec celui de dictature du prolétariat.» («La crise de la LCR...»)

Nous ne disposons que d'une partie des documents de la LCR auxquels vous vous référez. De toute façon, nous serions contre l'abandon du mot d'ordre d'Assemblée Constituante dans le contexte espagnol (et nous avons exigé à plusieurs reprises une assemblée constituante démocratiquement élue au Portugal, au cours de l'année qui suivit le renversement de Caetano). Mais nous ne pensons pas que la formation d'une assemblée constituante représente une sorte d'étape intermédiaire de la révolution; dans une situation pré-révolutionnaire, nous pourrions demander la formation simultanée d'une organisation unitaire de type soviétique qui soit représentative de l'ensemble des ouvriers organisés. Quant à l'appel à un gouvernement ouvrier, nous l'avancions comme appel à la dictature du prolétariat.

Il est possible qu'un gouvernement ouvrier puisse naître d'une situation de double pouvoir; il présenterait alors un caractère transitoire, dans la mesure où il n'aurait pas encore imposé un pouvoir d'Etat prolétarien unique contre le régime capitaliste. Mais nous mettons en garde contre toute tentative visant à transformer le mot d'ordre de gouvernement ouvrier en appel aux partis de la classe ouvrière à gérer l'Etat capitaliste (comme la majorité et la minorité du SU) sous prétexte d'application tactique du mot d'ordre algébrique. Au cours d'une grève générale, le gouvernement ouvrier se doit précisément de détruire l'appareil d'Etat capitaliste. Toute tentative de s'en emparer (comme en Allemagne, en novembre 1918, lorsque le gouvernement SPD-USPD s'empara de l'Etat bourgeois avec l'appui des conseils ouvriers dominés par des réformistes) entraîne inéluctablement la répression sanglante des ouvriers dans la rue. Bien qu'au cours des événements un décalage dans le temps puisse exister entre le renversement de la dictature et le renversement du capitalisme, les communistes doivent toujours proposer le renversement du capitalisme plutôt qu'une quelconque conception étapistes (le renversement de la dictature de Franco par une grève générale, puis la lutte contre le régime capitaliste).

«Contrôle démocratique de l'armée»

Dans ce sens, le mot d'ordre utilisé dans plusieurs publications de la LCE, qui donne au gouvernement ouvrier le rôle d'assurer le «contrôle démocratique de l'armée», semble dangereusement illusoire. Dans certains cas, vous avez employé l'expression «contrôle démocratique par les comités de soldats», mais les deux formulations tendent à identifier l'appareil d'Etat avec la production industrielle dans les usines. Nous n'exigeons pas le contrôle de l'appareil d'Etat bourgeois par les

ouvriers (encore moins son contrôle «démocratique»); notre rôle est de le détruire. De même, la tâche des comités de soldats est de détruire et non de contrôler l'armée bourgeoise.

Trotsky a critiqué de façon très vive cette idée dangereuse dans une polémique contre «les treize points pour la victoire» du POUM durant la guerre civile espagnole:

«Le quatrième point dit: «Formation d'une armée contrôlée par la classe ouvrière». L'armée est l'instrument de la classe dirigeante et ne peut être rien d'autre. L'armée est contrôlée par celui qui la commande, c'est-à-dire par celui qui a en main le pouvoir d'Etat. Le prolétariat ne peut «contrôler» l'armée créée par la bourgeoisie et ses laquais réformistes. Dans une telle armée, le parti révolutionnaire peut et doit créer ses cellules, préparant le passage des fractions avancées de l'armée au côté des ouvriers.»

— «La victoire est-elle possible?», avril 1937

Vers la renaissance de la Quatrième Internationale!

Nous avons essayé d'exposer brièvement nos vues sur les sujets où d'importantes divergences semblent exister entre la tendance spartaciste internationale et la Liga Comunista de España. Malheureusement, nous ne pouvons discuter tous les sujets en une seule fois. Vous trouverez une présentation plus complète de nos positions sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier dans les documents réunis dans *Cuadernos Marxistas* No. 1. Et nous invitons la LCE à nous répondre.

En combattant pour la renaissance de la Quatrième Internationale, la tendance spartaciste internationale ne rejette pas seulement les prétentions frauduleuses des imposteurs de tous genres qui aujourd'hui affirment constituer la Quatrième Internationale. Nous opposons une conception fondamentalement différente de la construction du parti mondial de la révolution socialiste à celle du «Comité International» de Healy, dont la «dialectique» creuse ne sert qu'à masquer une ligne

politique changeant continuellement et dont le principe unique est la soumission inconditionnelle au principe du Führer; à celle du «Comité d'Organisation» de l'OCI dont la seule base est l'acceptation abstraite du programme de transition et le fait que le CORQI incarne «la continuité»; et plus particulièrement à celle du Secrétariat «Unifié» qui semble demander comme seul critère d'admission la simple affirmation du mythe qu'il est la Quatrième Internationale.

Parce que nous luttons pour cristalliser une tendance internationale pratiquant le centralisme démocratique, politiquement homogène et authentiquement trotskyste, Mandel accuse la tendance spartaciste d'essayer de construire une internationale «monolithique» (comme il le fit en Australie en septembre dernier) et Alain Krivine nous accuse d'identifier le centralisme démocratique aux «casques et matraques» (dans un discours à Toronto en juillet 1974). Nous voulons cependant rappeler que ce sont les Mandel, Hansen et Krivine qui ont, à plusieurs reprises, exclu de leurs organisations des oppositionnels de gauche principiels, tout en camouflant les trahisons de leurs propres partenaires de fraction (Bala Tampoe, par exemple). Notre tendance n'est pas «monolithique» — elle est cependant fondée sur une base principielle d'accord programmatique.

Le marais du «Secrétariat Unifié» ne peut pas être réformé. Dès le début, son programme fut basé sur le révisionnisme pabliste, qui consiste à courir après une kyrielle de dirigeants traîtres petit-bourgeois. Alors que ce bloc pourri se décompose rapidement en ailes qui veulent soit capituler devant la jeunesse guévariste, soit devenir le parti social-démocrate principal de leur pays, la tâche des véritables trotskystes n'est pas de chercher à unifier tous les groupes opposés aux tendances dominantes du SU. La faillite de cette approche fut illustrée par la déconfiture de la «Troisième Tendance» dont les membres ne purent se mettre d'accord sur un document commun que quelques jours avant le «Dixième Congrès mondial» et qui se désintégra immédiatement après. Au contraire, c'est en luttant pour construire une tendance internationale trotskyste authentique, basée sur un accord politique véritable, que la Quatrième Internationale peut être reforcée. •

Publications de la tendance spartaciste internationale

Australasian Spartacist

monthly organ of the Spartacist League of Australia and New Zealand
\$5 U.S./12 issues — Airmail
GPO Box 3473, Sydney, NSW, 2001 Australia

Le Bolchévik

organe de la Ligue Trotskyste de France
12 f. les 6 numéros
Le Bolchévik, B.P. 421 09, 75424 Paris CEDEX 09, France

Spartacist Canada

monthly organ of the Trotskyist League of Canada
\$2 Can./11 issues (one year)
Spartacist Canada Publishing Association
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario, Canada

Kommunistische Korrespondenz

herausgegeben von der Troztkistischen Liga Deutschlands
Jahresabonnement 8,50 DM
Auslandsluftpostabonnement 10,- DM (Ein Jahr)
TLD, Postfach 11 0647, 1 Berlin 11
Postcheckkonto Berlin West:
503 57 — 107 (Wolfgang Hohmann)

Workers Vanguard

weekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$U.S. 5/48 issues (one year)
\$U.S. 20/48 issues — Airmail
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, N.Y., N.Y. 10001 U.S.A.

Une brochure de la Ligue Trotskyste de France

DOCUMENTS SUR « L'AFFAIRE VARGA »

La lutte de la tendance spartaciste internationale pour une commission d'enquête impartiale

- Articles et correspondance concernant la constitution de la Commission d'Enquête...

« La tendance spartaciste internationale ne peut pas prendre part à une Commission d'Enquête qui proclame l'innocence de Varga et en fait la base de ses délibérations et dans laquelle l'accusé est son propre juge par le truchement de ses amis politiques qui siègent parmi les juges. Nous ne pouvons pas prendre part à une telle opération cynique et totalement dénuée des principes les plus élémentaires de la démocratie, dont le seul but semble être de blanchir Varga avec l'espoir de gagner un avantage fractionnel sur l'OCI. Nous nous opposons autant à des manœuvres pour blanchir que des manœuvres pour salir. »

— Déclaration de la TSI à la Commission d'Enquête (LIRQI)

- Extraits du témoignage de Pierre Lambert devant la Commission...

« [C]est un homme [Varga] qui gardait ses archives; ça, chez lui, tout était bien classé, etc., etc., mais cela dit? Quantité de militants font ça, on regarde pas, c'est son droit.

« [...] c'étaient des lettres en hongrois en général; en russe. Pas des problèmes qui nous intéressaient directement. »

- Lettre de l'OCI à la Commission (8 mars 1977)...

« A partir de là [les documents publiés par l'OCI], Varga ne peut — pour le moins — être caractérisé différemment de la manière dont le faisait *Spartacist*, à savoir comme un personnage « hautement douteux », c'est-à-dire dans la mesure où il ne s'agit pas d'une caractérisation « morale », comme un individu qui avait entretenu des relations de type donné avec des officines de l'impérialisme. »

- Projet de conclusions, soumis par la tendance spartaciste internationale...

« L'OCI n'a présenté aucune preuve suffisante pour démontrer la justesse de ses accusations portées contre Balacszy Nagy, dit Michel Varga, à savoir que le dit Michel Varga aurait été un agent payé de la CIA et du KGB. Qui plus est, l'OCI a manipulé d'une façon malhonnête les citations qu'elle a tirées des lettres de Varga. Les témoignages, documents et informations obtenus par ailleurs par la Commission amènent à la conclusion que ces accusations ne peuvent qu'être considérées comme fausses et par conséquent mensongères et calomniatrices.

[...]

« La Commission condamne la légèreté scandaleuse de Michel Varga qui a refusé de comparaître devant elle ou d'y faire une déposition. Ce qui implique qu'il a refusé de clarifier sa position actuelle vis-à-vis de ses activités passées. La Commission ne peut donc constater le fait que Varga avait, entre 1957 et 1960-61, consciemment sollicité des fonds, auprès de sources fonctionnant en tant qu'agents de l'impérialisme américain, voire du Département d'Etat US. Et si Varga a lui-même publiquement avoué avoir entrepris des activités consciemment anti-communistes dans le but de « combattre le marxisme », il ne s'est jamais expliqué — pas plus qu'il n'a explicitement renié — certaines formules que l'on trouve dans ses lettres d'alors; des formules qui permettraient de caractériser en plus ses attitudes comme antisémites et racistes. Varga apparaît donc comme un personnage hautement douteux.

« [...] La Commission condamne énergiquement l'OCI pour ses calomnies et sa violence d'un type purement stalinien, étrangères aux meilleures pratiques du mouvement ouvrier.

« Par ailleurs, le fait que la LIRQI ait fait appel à la justice bourgeoise contre des militants de l'OCI démontré qu'en dépit de ses protestations elle ne se différencie pas fondamentalement de l'OCI sur la question de la démocratie ouvrière. »

« [...] La Commission condamne énergiquement l'OCI pour ses calomnies et sa violence d'un type purement stalinien, étrangères aux meilleures pratiques du mouvement ouvrier.

« Par ailleurs, le fait que la LIRQI ait fait appel à la justice bourgeoise contre des militants de l'OCI démontré qu'en dépit de ses protestations elle ne se différencie pas fondamentalement de l'OCI sur la question de la démocratie ouvrière. »

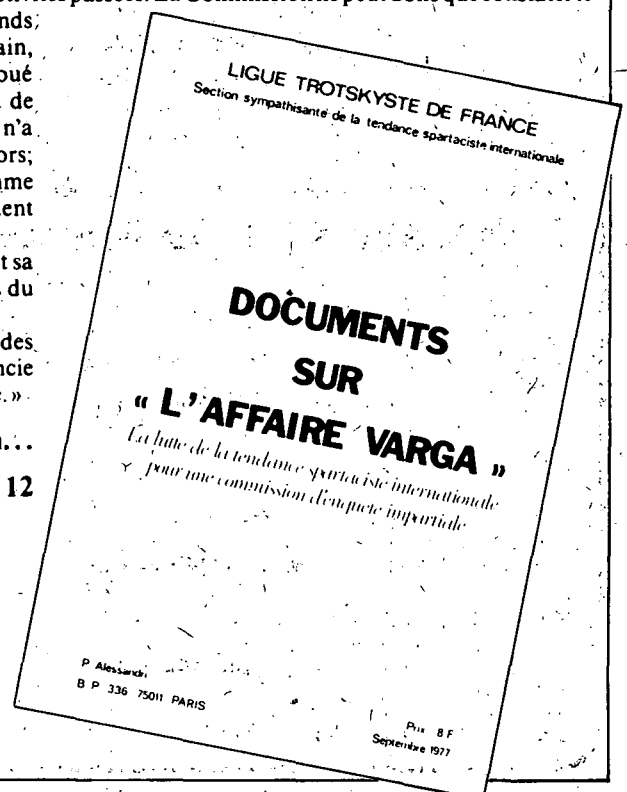
- Extraits de plusieurs témoignages devant la Commission...
- Extraits d'une interview de Varga publiée dans *Mundo* (12 février 1977)...

- Conclusions de la Commission, etc.

Prix: 8F

Port inclus: 10F

Le Bolchévik, B.P. 42109 75424 Paris CEDEX 09



Inédit de Trotsky

Nous reproduisons ci-après deux lettres de Trotsky à propos de la crise des bolchéviks-léninistes en France en 1935-36. Ces lettres apportent un démenti cinglant aux prétensions de l'Organisation Communiste Internationaliste que Trotsky aurait exprimé une «appréciation également sévère» des différentes tendances dans la scission de Molinier-Frank avec le Groupe Bolchévik-Léniniste (GBL) en décembre 1935, en même temps qu'elles montrent les origines de la méthodologie des Mandel, Krivine et Cie., pour qui Pierre Frank demeure un chef historique incontesté.

La lettre du 4 décembre 1935 fut traduite en anglais par le Socialist Workers Party et publiée récemment dans *Crisis in the French Section, 1935-36*, dont une analyse paraîtra ultérieurement dans *Spartacist*. Nous la reproduisons telle qu'elle a paru dans «La crise de la section française», publié par le groupe Molinier-Frank en 1936.

La lettre du 26 mai 1937 contient un jugement définitif de Trotsky sur Molinier. Malheureusement, le SWP n'a pas jugé bon de la publier dans son recueil de textes: nous la publions donc pour la première fois.

Le 4 décembre 1935.

Chers Camarades,

Si l'on veut savoir ce qu'est l'abdication aux principes, il faut lire attentivement la lettre de P. Frank. Politiquement elle est inconsistante. Mais elle reflète très bien l'état d'esprit d'un *intellectuel* (pour ne pas dire petit-bourgeois) sceptique et désorienté.

Que vous répond un petit-bourgeois français «avancé», «très gauche», «très révolutionnaire» («la patrie? on s'en fout... grève générale, insurrection»), qu'est-ce qu'il vous répond à votre objection: il vous répond immédiatement: «On ne veut pas votre «prépondérance d'organisation». «Un nouveau parti? Une nouvelle Internationale? Non, on en a eu assez». Voilà la réponse typique.

Et Frank, qu'est-ce qu'il fait? Il traduit servilement cette mentalité. «Aucun ultimatum d'organisation.» «Aucun groupe actuellement existant ne peut prétendre à la prépondérance d'organisation.» C'est humiliant, même pour un marxiste, de répondre à des arguments pareils. Est-ce que nous nous sommes jamais préoccupés de la «prépondérance» d'organisation? Il s'agit pour nous d'un *programme*, qui correspond à la situation objective. Si une autre organisation plus large que la nôtre accepte ce programme (non en paroles, mais dans les actes), nous sommes prêts à fusionner sans la moindre prétention de prépondérance. Voyez les Etats-Unis et la Hollande.

Mais dans la lettre de P. Frank, dans toute sa pensée (comme dans le fameux appel de la «Commune») il n'y a aucune mention du programme, et non sans raison: le programme, c'est un obstacle sérieux pour la fraternisation générale des petits bourgeois, des intellectuels, des pessimistes, des sceptiques et des aventuriers, et nous autres croyons que le programme détermine tout.

«Pas d'ultimatum d'organisation.» Quel abus révoltant de la formule léniniste. Pas d'ultimatum envers les masses, envers les syndicats, envers le mouvement ouvrier, mais l'ultimatum le plus intransigeant envers chaque groupe-



Wide World

ment qui prétend diriger la masse. Cet ultimatum-là, il s'appelle *le programme marxiste*. Comment le faire accepter par la masse? C'est une question naturellement très grave. Mais si l'on veut créer un organe de masse, il faut que la rédaction elle-même possède un programme et que ce programme soit marxiste. Or, à la place de ce programme on met un je m'en fichisme aventurier. Rien de plus.

Milice ouvrière et défaitisme révolutionnaire, ce n'est pas un programme. «Tout le monde» les accepte maintenant avec telle ou telle réserve. Le programme maintenant, c'est la lutte pour le nouveau parti contre les deux Internationales et contre Marceau Pivert (S.A.P., I.A.G.), le valet de l'unité des réformistes et des staliniens. Se gargariser maintenant de «l'unité organique» et même de «l'unité organique révolutionnaire», signifie tromper les masses avec Marceau Pivert et les autres valets du social-patriotisme. *Comités d'action, parti révolutionnaire et IVe Internationale*, c'est ici que commence le programmé

adéquat à l'étape actuelle. Se borner aux formules insuffisantes ou périmées signifie jouer un rôle réactionnaire. Et il est difficile de s'imaginer un document plus réactionnaire que l'appel de la « Commune » si ce n'est la lettre de P. Frank. Le gros argument de la lettre: Pourquoi les B.L. sont restés faibles en Allemagne et puis en France? — n'est qu'un écho des objections centristes: pourquoi êtes-vous battus par la bureaucratie stalinienne, par la réaction coalisée chinoise, etc.? Nous avons donné l'explication depuis longtemps et nous n'avons jamais promis de faire des miracles. Notre travail international n'a commencé qu'en 1929 — et non sur un terrain vierge, mais sur un terrain extrêmement obstrué par de vieilles organisations puissantes et des nouvelles organisations confuses et souvent traîtresses, qui se réclamaient de nos principes. Nous étions en lutte constante contre les Pierre Frank en Allemagne et en Espagne, contre les sceptiques et aussi contre les aventuriers, qui ont voulu faire des miracles (en se cassant le cou). Le fait même que Frank emploie des arguments si sommaires et si confus, démontre qu'il se sent étranger à notre organisation. Mais malgré tous les sceptiques et tous les aventuriers, c'est la seule organisation qui connaît son chemin et qui fait des progrès et qui porte dans son sein l'avenir de la classe ouvrière.

Il n'y a que les petits enfants qui puissent croire qu'il s'agit entre nous et le groupe de la « Commune » de la question d'un « journal de masse ». Il s'agit au vrai de la question du programme, de l'orientation historique de la tendance. Il s'agit d'un nouvel épisode de la lutte entre le

marxisme et le centrisme — d'une lutte qui caractérise toute notre époque.

L. Trotsky.

P.S. — Je voudrais encore attirer votre attention sur les procédés absolument intolérables du groupe de la « Commune ». Voilà comment Frank les décrit lui-même: « La décision de créer la « Commune » prise, les premiers pas faits, nous nous sommes tournés vers les organisations existantes (groupe B.L., J.S.), Minorité du Front Social, Groupes d'Action Révolutionnaires, leur disant: vos discussions se prolongent dangereusement, nous avons mis pour vous un journal sur pied; prenez-le, allez-y. » Or, ce sont les soi-disant B.L. qui créent la « Commune » et qui s'adressent après cela de la hauteur de cette nouvelle position acquise, aux simples mortels des « diverses tendances et organisations ». « Allez-y. » Qu'est-ce qu'ils ont donc créé, ces initiateurs audacieux? La « Commune ». Et qu'est-ce que la « Commune »? Une doctrine, un programme, des mots d'ordre, un drapeau? Non, rien de tout cela. C'est un local, des affiches et... la caisse. Il s'agit d'une certaine somme d'argent. Voilà la vérité. Et c'est de la hauteur de cette position purement matérielle que les initiateurs font la tentative de diriger et même de commander la tendance B.L. Voilà où on tombe, quand on perd la boussole. Non, ce n'est pas notre organisation qu'on peut diriger par des méthodes pareilles. Dans les marais centristes on est beaucoup plus conciliant. Essayez vos méthodes là-bas. « Allez-y. »

Le 26 mai 1937.

Cher ami

Je comprends tout à fait les grandes difficultés créées par le fait de l'existence de deux organisations qui se réclament du même drapeau, mais qui se combattent avec acharnement. Cependant, ce fait n'est pas fortuit. Le groupe de R. Molinier et surtout lui-même ont démontré une incapacité absolue de travailler dans une organisation ouvrière par des méthodes normales. Quand R. Molinier trouve que son inspiration passagère, juste ou fautive (plus souvent fautive que juste), n'est pas immédiatement assimilée par l'Organisation, il ne s'arrête devant aucun moyen de pression, pas même les moyens financiers. J'avais toujours apprécié son énergie, son dévouement à la cause, qu'il confond d'ailleurs trop souvent avec sa personnalité. Je l'avais souvent défendu contre des critiques parfois exagérées, espérant que la croissance de l'Organisation neutraliserait ses défauts et permettrait d'utiliser ses qualités. C'est malheureusement le contraire qui est arrivé. R. Molinier a transporté dans l'organisation révolutionnaire les manières de l'homme d'affaires, avec une brutalité et un manque de scrupules absolument intolérables. J'ai essayé de l'avertir directement et par l'intermédiaire de ses amis (qui par leur docilité aveugle sont ses pires ennemis) maintes fois. Je n'ai jamais réussi à le convaincre ni même à atténuer ses procédés. Il a rompu avec l'organisation nationale et internationale avec une

légèreté criminelle. Son organisation n'a pas la moindre chance de succès. Une tentative de fusion fut faite. R. Molinier a recommencé ses manœuvres de plus belle. C'est sa faute! C'est son crime! Ce qui indigné surtout les camarades, et avec raison, c'est sa manière de dire à l'organisation: « Vous aurez l'argent si vous me suivez; sinon vous n'aurez rien. » La scission est donc devenue inévitable après la tentative de fusion. R. Molinier m'a rendu visite à ce moment là en Norvège par sa propre initiative. Je lui ai dit à peu près ceci: « Après les crimes commis par vous il ne vous reste plus qu'à rentrer dans l'ombre; allez ailleurs (Etats-Unis, etc.); laissez l'organisation fusionner et se développer; démontrez par votre activité que vous avez compris la leçon. Alors vous pourrez retrouver votre place dans les rangs de la Quatrième Internationale ». Il n'a rien voulu comprendre. Puisqu'il avait de l'argent, il a lancé une organisation à lui. Il gaspille les énergies et les ressources pour rien. La faillite de son entreprise est absolument inéluctable. L'expérience faite, je ne puis recommencer la moindre concession à personne. Le seul conseil que ses vrais amis puissent lui donner est d'abandonner une entreprise condamnée par avance.

Voilà cher camarade, la réponse que je puis donner à votre suggestion dictée par les soucis révolutionnaires qui nous sont communs.

Mes saluts les plus fraternels.

— Crux —

Regroupements

Entre l'OTR et la TSI

Traduit de Workers Vanguard No. 172, 9 septembre 1977

Cette année, au camp d'été de la tendance spartaciste internationale (TSI) se réalisa une fusion unique dans l'histoire de la TSI, d'un intérêt et d'une portée considérables pour les révolutionnaires du monde entier. L'Organización Trotskista Revolucionaria (OTR) du Chili s'est unie à la TSI dont elle devient désormais la section sympathisante chilienne. Bien que chacune des deux organisations soient de dimensions modestes, cette fusion représente l'affirmation et la confirmation éclatantes de la phrase de Trotsky de 1935 qu'« en réalité, le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne de cette époque ». L'OTR et la TSI se sont retrouvées sur le terrain de l'opposition de classe militante au front populaire bourgeois, et c'est par l'extension de cette position d'indépendance prolétarienne à toutes les questions internationales importantes qu'il devint possible et nécessaire de joindre nos forces.

Cette fusion marque un élargissement important pour la TSI, puisque l'OTR devient notre première section latino-américaine. Elle représente donc un apport important d'expérience révolutionnaire à un mouvement cantonné jusqu'alors dans l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie australe. Pour l'OTR, c'est une victoire sur son isolement national et l'achèvement de sa rupture, commencée quelques années plus tôt, avec le pablisme. Tout en restant fermes dans leur opposition à tout front populaire, les camarades chiliens se sont montrés capables de réévaluer, sans compromis, leurs anciennes positions à la lumière de l'expérience internationale — condition préalable indispensable pour pouvoir assimiler le léninisme authentique. Et c'est une réalisation énorme, si l'on considère le chauvinisme continental et le révisionnisme effréné du « trotskysme » latino-américain.

Mais la portée centrale de la fusion entre l'OTR et la TSI réside dans le fait qu'elle souligne l'analyse trotskyste du front populaire: l'assujettissement des masses travailleuses aux capitalistes « progressistes », voire, lorsque la bourgeoisie toute entière mise son existence même sur la victoire de la réaction ouverte, aux capitalistes « fantômes » (avocats provinciaux et leurs semblables), afin d'empêcher un soulèvement prolétarien contre toutes les ailes de l'ennemi de classe bourgeois. Un article tragiquement prophétique de *Spartacist* (édition anglaise), paru en automne 1970, avertissait que la coalition d'Allende, l'Unidad Popular (UP), était un front populaire de la trempe de ceux des années trente en France, en Espagne et

au Chili, et que les révolutionnaires prolétariens devaient s'y opposer résolument. Alors que des millions de chiliens et de « gauchistes » du monde entier saluaient le « *compañero presidente* » et parlaient d'un nouveau Cuba, nous écrivions :

« Tout « soutien critique » à la coalition d'Allende est une trahison de classe qui ouvre la voie à une défaite sanglante pour les travailleurs chiliens, lorsque la réaction intérieure encouragée par l'impérialisme international, sera prête. »

En fait, cette déclaration, qui pourrait sembler relever de la divination n'était pas particulièrement originale, pas plus qu'elle n'exigeait l'usage d'une boule de cristal. Nous ne faisons que répéter la leçon enseignée par l'Espagne, agissant comme devrait le faire tout parti léniniste, en tant que mémoire collective de la classe ouvrière. Cela semblerait l'ABC du trotskysme, mais en fait toutes les autres tendances internationales se réclamant de cet héritage se sont arrangées, soit pour obscurcir, soit pour nier catégoriquement la nature de front populaire du régime Allende.

Au Chili même, les groupes à la gauche des partis communiste et socialiste furent désorientés par la victoire électorale de l'UP en 1970. Le MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria — Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) castriste en est l'exemple le plus éclatant, passant successivement d'une opposition guérillériste de principe à toute participation aux élections (« ¡fusil, no elecciones! »), au soutien « critique » à Allende. Même ceux qui se réclamaient du trotskysme se concilièrent l'UP en qualifiant le nouveau gouvernement de « réformiste ». Mais il y avait un petit groupe dans la sphère « trotskyste » chilienne, composé en grande partie de cadres syndicaux, qui, poussés par leur défense inflexible des intérêts des ouvriers, en vinrent à comprendre que l'UP était un front populaire auquel il fallait s'opposer directement. C'est ce noyau qui devint plus tard l'Organización Trotskista Revolucionaria et qui, en 1974, résuma ainsi les leçons de l'Unidad Popular :

« C'est se faire le complice des trahisons commises que de dire que la nature de l'UP était réformiste. [...] Ainsi l'UP doit être ajoutée à la liste des vieux fronts populaires, le modèle destiné à trahir la classe ouvrière. »

— « Una derrota política y la necesidad de un balance »

En un mot, la fusion de la tendance spartaciste internationale et de l'OTR chilienne représente l'union du courant qui, de l'étranger, fut le seul à prévoir et à mettre en garde contre le cours tragique du gouvernement d'Allende, avec ceux qui, directement confrontés à la popularité de

suite page 22

révolutionnaires

Entre la RFU et la SL/US

La Red Flag Union (RFU) et la Spartacist League/US (SL/US) ont consolidé leurs organisations et leurs futurs politiques à une conférence de fusion au mois d'août, après plusieurs mois de discussions entre les deux organisations, et de travail politique commun. Pour les camarades de la RFU, cette conférence symbolisait le dernier pas sur le chemin qui les amena du milieu de libération homosexuelle vers le noyau de l'avant-garde trotskyste, la tendance spartaciste internationale (TSI).

La fusion SL/RFU découlait d'un engagement communiste à lutter contre toutes les formes d'oppression sociale; engagement dicté non pas la popularité de la cause, mais par la question de principes. La fusion représentait également un coup contre divers pseudo-communistes «sectoralistes» qui capitulent au radicalisme «nouvelle-gauche» lifestylist¹ du mouvement de libération homosexuelle.

Lorsque les discussions commencèrent entre la SL/US et la RFU (anciennement Lavender & Red Union [L&RU]), on ne pouvait pas prévoir les protestations explosives qui feraient descendre dans la rue des centaines de milliers de manifestants contre la campagne réactionnaire visant les homosexuels en tant que boucs émissaires, dans le cadre d'une large attaque contre les droits démocratiques. A Miami, en Floride, Anita Bryant — vedette publicitaire et évangéliste de carrefour — impulsa un référendum qui abrogea une loi illégalisant la discrimination contre les homosexuels.

Bien qu'il fût facile de caricaturer Anita Bryant comme une bigote rétrograde, il n'en reste pas moins que la croisade anti-homosexuelle n'est pas une plaisanterie. Anita Bryant parle au nom d'une couche de réactionnaires enragés et fanatiques qui comprend le noyau le plus endurci de la contre-révolution aux US. Ceux-ci espèrent que des préjugés largement répandus contre les «invertis» empêcheront ceux qui défendent les droits démocratiques de se rallier à la défense des homosexuels. Mais on ne peut pas fragmenter les droits démocratiques: les forces que représente Anita Bryant sont aux premiers rangs dans les attaques contre le «busing» [transport des écoliers pour la déségrégation des écoles des ghettos noirs], contre le droit à l'avortement, et contre l'Equal Rights Amendment [amendement constitutionnel pour l'égalité des sexes].

La SL et la RFU ont poursuivi d'une façon énergique leur intervention communiste dans cette explosion d'outrage épisodique de la communauté homosexuelle: écrivant des tracts, organisant des meetings, participant aux manifestations. Notre position commune était que «la

réponse ne peut pas être «homosexuels de tous les pays, unissez-vous», ou alors la lutte sera sans aucun doute perdue. Il faut bien dire qu'une lutte générale pour défendre les droits démocratiques ne dépend pas de la vie sexuelle des participants de cette lutte, mais bien de la mobilisation du pouvoir social de la classe ouvrière pour défendre les droits démocratiques de tous les opprimés.»

La Lavender & Red Union débuta à Los Angeles, en 1974, sous la forme d'un collectif qui bientôt se définit comme «une organisation communiste/de libération des homosexuels.» Bien que la L&RU fut nettement sectoraliste, pour elle, le «communisme» voulait dire un stalinisme/maoïsme «tiers-mondiste». Mais en dépit de son acceptation de l'idéologie maoïste, elle était repoussée par la persécution et l'emprisonnement des homosexuels dans la Chine de Mao. Si la révolution socialiste apportait la réponse à l'oppression sexuelle, alors pourquoi n'avait-elle pas réussi à Cuba, où l'on envoie les homosexuels dans des fermes pénitencières? Qui plus est, le mouvement maoïste aux Etats-Unis ne voulait rien avoir à faire avec la L&RU, puisqu'il considère l'homosexualité comme une maladie, comme une forme de décadence.

Au cours de sa confrontation avec la bigoterie puritaine commune aux différentes sortes de stalinisme, la L&RU prit connaissance de l'analyse de Trotsky sur la dégénérescence de la Révolution Russe sous la domination bureaucratique de Staline. La répression de l'homosexualité allait de pair avec la glorification de la famille, un sous-produit de la tentative de construire «le socialisme dans un seul pays» — au même titre que les trahisons à l'échelle internationale des opportunités révolutionnaires par le Kremlin et la suppression brutale de la démocratie soviétique en URSS. Sur la question russe qui est d'une importance cruciale, la L&RU/RFU fit un pas important dans la voie du trotskysme authentique, en se solidarisant avec l'analyse que la SL est seule à faire de Cuba. Tout comme la Chine et le Vietnam, Cuba est un Etat ouvrier déformé: le résultat de la destruction de la domination de classe capitaliste par des formations petites-

¹ «Lifestylism»: une conception qui remonte à la «nouvelle-gauche», selon laquelle le mode de vie d'un individu représenterait un programme politique suffisant. Bien qu'apparentés aux bohèmes plus traditionnels, les «lifestylists» rejettent non seulement la politique «démodée» du mouvement ouvrier, mais ils érigent aussi le philistinisme en système.

bourgeoisés qui ont mené une révolution sociale basée sur la paysannerie.

Mais alors que les discussions avec la SL avançaient, des membres de la RFU quittèrent la voie du trotskysme pour déclarer que la Russie était un pays capitaliste d'état, refusant donc de la défendre contre l'impérialisme. (Cette petite minorité resta aussi centrée sur le «lifestylism» et le sectoralisme.) C'est dans la lutte contre ces shachtmannistes et contre leur refus de défendre les gains de la Révolution d'Octobre, que fut forgée la fusion de la majorité de la RFU avec la Spartacist League.

La question du parti trotskyste d'avant-garde était au coeur du processus de fusion. Ceci fut souligné pour les camarades de la Red Flag Union par la participation d'un de ses dirigeants au récent camp d'été de la TSI, où il rencontra des camarades de l'Organización Trotskista Revolucionaria (OTR) chilienne, qui a aussi récemment fusionné avec la tendance spartaciste (voir page 18). L'acceptation par l'OTR de la fusion avec la RFU souligna la

nature centrale du programme, parce que la lutte contre l'oppression à l'égard des homosexuels est bien plus difficile en Amérique Latine. Comme l'un des dirigeants de la SL le nota à la conférence de fusion: «S'il existe un test pour un marxiste dans les pays latins — sur la question de savoir si quelqu'un est un authentique communiste — c'est la questions femmes, la question de la famille, la question homosexuelle.»

L'histoire de la L&RU/RFU a été la lutte pour transcender une contradiction politique centrale. Ses cadres étaient des sectoralistes dévoués à un «secteur» mais qui croyaient aussi qu'il fallait construire un parti d'avant-garde révolutionnaire. Comme le souligna un dirigeant de la RFU à la conférence de fusion: «La véritable rupture, pour des gens qui ont souffert d'une vision du monde sectoraliste, se produit autour de la question de savoir qui sont «les nôtres,» pour qui luttons-nous.[...] Un parti léniniste n'est pas une fédération de groupes aux intérêts spécifiques qui se rassemblent. Les communistes représentent les intérêts historiques du prolétariat tout entier.»

La Spartacist League/US (SL/US) et la Red Flag Union (RFU: Union Drapeau Rouge, anciennement la Lavender & Red Union), groupe issu des milieux «nouvelle gauche», maoïste et de libération homosexuelle, sont parvenus à une convergence programmatique sur les questions essentielles auxquelles sont confrontés les marxistes révolutionnaires:

I. Le trotskysme est le marxisme révolutionnaire de notre époque, incarné aujourd'hui par le programme de la tendance spartaciste internationale. La tâche urgente est la construction du parti trotskyste d'avant-garde pour résoudre la crise de la direction révolutionnaire.

Un bref résumé d'un modèle de programme pour un regroupement internationaliste principal a été présenté récemment dans *Workers Vanguard*:

1. Aucun soutien politique ou électoral aux fronts populaires; pour une opposition conditionnelle aux partis ouvriers dans des coalitions de collaboration de classe explicites ou implicites;

2. Défense de la théorie trotskyste de la révolution permanente; pour une direction prolétarienne des luttes nationales et sociales;

3. Pour le soutien militaire aux forces nationalistes petites-bourgeoises luttant contre l'impérialisme, mais absolument aucun soutien politique à de telles forces; pour des partis trotskystes dans tous les pays;

4. Pour la défense inconditionnelle de tous les Etats ouvriers déformés et dégénéré contre l'impérialisme; pour la révolution politique contre les bureaucraties; pas de soutien politique aux cliques et fractions staliniennes rivales;

5. Contre la violence dans le mouvement ouvrier;

6. Pour des fractions communistes dans les syndicats basées sur le programme de transition;

7. Pour la tactique communiste du front unique à partir du sommet; pour la tactique du regroupement afin d'unir dans le parti d'avant-garde les éléments subjectivement

révolutionnaires; pour la mise à nu intransigeante du centrisme;

8. Rejet des prétentions des internationales soi-disant trotskystes de parler au nom de la Quatrième Internationale, détruite par le pablisme en 1951-1953;

9. Pour reforger une Quatrième Internationale centralisée démocratiquement qui ne s'arrêtera à rien de moins que la dictature du prolétariat.

II. En particulier, la fusion trotskyste principale de la SL et de la RFU atteste la position léniniste vis-à-vis des oppressions spécifiques, des droits démocratiques et du parti d'avant-garde. L'oppression spécifique des homosexuels, à la différence de celle des noirs aux Etats-Unis, n'est pas une question stratégique pour la révolution prolétarienne. La défense des droits démocratiques — qui son indivisibles et qui influent les pleins droits démocratiques pour les homosexuels — est néanmoins

Libération homosexuelle: «Gay liberation». Dans une note explicative de *Workers Vanguard* du 29 juillet 1977, nous avons expliqué que ce terme, terme qui n'a pas son équivalent précis en français.

«[...] ne se réfère pas à l'homosexualité dans tous les contextes. Il serait absurde, par exemple, de parler de «gays» sous l'empire romain ou dans la «Chine populaire» aujourd'hui. Le terme s'associe plutôt à la participation dans le milieu social homosexuel. C'est ainsi que dans son étude, *The Gay Press* (1976), Alan Winter utilise le terme dans le sens «de s'être libéré des craintes sur le fait d'être homosexuel».[...]

«Bien que le mot «homosexuel» continue d'être un terme adéquat, il devient impossible de parler de tout une gamme d'activités culturelles/politiques (le mouvement de libération «gay», les bars «gay», le milieu «gay», etc.) sans utiliser le mot «gay». Le terme devient d'usage plus en plus courant.»

Cette distinction ne semble pas être entrée dans l'usage courant en France: voilà pourquoi nous avons systématiquement traduit le terme «gay» par «homosexuel».



Manifestation à New York pour défendre les droits démocratiques des homosexuels contre la croisade réactionnaire d'Anita Bryant

essentielle à l'intervention des révolutionnaires dans la lutte des classes.

Ces positions ont été codifiées au cours du processus de fusion dans la presse des deux organisations :

« En général, les opprimés de la société sont douloureusement conscients de leur oppression spécifique; en fait, les éléments radicalisés des années 1960 firent un principe de l'organisation séparée des couches opprimées: par exemple, noirs, femmes, homosexuels. Mais c'est seulement quand la conscience de l'oppression transcende le subjectif et le partiel et devient conscience de classe qu'une lutte efficace contre l'ennemi commun — le système capitaliste — peut être engagée dans l'intérêt de tous les exploités et opprimés. [...] »

« Le parti d'avant-garde de la classe ouvrière est la force qui intègre la volonté de résistance à toutes les formes d'aviilissement par le système capitaliste. Le parti d'avant-garde doit être la « tribune du peuple », champion des droits et des aspirations de tous les travailleurs et de toutes les victimes d'une oppression spécifique. [...] »

« L'unité de ceux qui s'opposent à l'oppression sociale ne peut se réaliser que sur un programme de classe clair, dans lequel n'ont leur place ni l'attitude conciliatrice des staliniens à l'égard des préjugés rétrogrades ni l'illusion reconfortante d'une « libération individuelle » dans une société capitaliste où règnent un racisme et un sexisme acharnés. »

— « Stop Anita Bryant », *Workers Vanguard*, No. 162, 17 juin 1977

« La plupart du temps, un communiste homosexuel, ou n'importe quel communiste, ne peut se payer le luxe de « sortir du placard » (« coming out »). Un communiste cherche à être identifié dans l'esprit des gens exclusivement par rapport au parti et au programme qu'il représente. L'identité sexuelle ou les caractéristiques personnelles de l'individu ne regardent pas les autres. En étant un représentant de l'avant-garde communiste, on fait de soi une cible mouvante pour la bourgeoisie, on s'expose à un harcèlement qui dépasse et va au-delà de ce que subissent même les masses opprimées. Aussi est-ce une obligation pour le parti de faire tout ce qui est en son pouvoir pour

protéger ses partisans d'une telle répression. »
— « Closet Rule Frame-Up », *Red Flag*, No. 2, juillet 1977

« La SL et la RFU [...] cherchent à intercepter l'aile gauche des milieux de libération homosexuelle afin d'en gagner les éléments les plus avancés au programme du trotskysme. En même temps, les révolutionnaires ne cherchent pas à contruire le « mouvement » homosexuel. [...] »

« La SL a gagné la RFU, non en étant suiviste vis-à-vis de son polyavantgardisme, mais par une lutte sévère pour détacher le groupe du sectoralisme et le gagner à la défense des Etats ouvriers déformés et dégénéré contre l'impérialisme. »

— « Gay Liberation and the Left », *Workers Vanguard*, No. 168, 29 juillet 1977

III. La fusion de la SL et de la RFU démontre la force et la justesse de l'analyse trotskyste lorsqu'elle trace la ligne de classe sur la question russe; c'est ce sur quoi une petite minorité rompit de la RFU pour aller vers l'anti-soviétisme shachtmanniste :

« La Révolution bolchévique d'Octobre 1917 fut un pas en avant historique monumental; tous ceux qui s'opposent à l'exploitation et à l'oppression capitalistes doivent en apprendre les leçons. [...] Une importante mesure révolutionnaire, partant du principe que l'Etat n'a pas à s'ingérer dans les affaires privées concernant des relations sexuelles consenties, a été l'abolition de la législation réactionnaire anti-homosexuelle. La révolution a jeté les bases matérielles pour remplacer l'esclavage dégradant des

suite page 26

Sortir du placard: « Coming out ». Ce passage reflète évidemment la pression sociale, aux Etats-Unis, qui a pour cible tous ceux qui s'affichent « communistes », voire « socialistes ». Les homosexuels qui cachent leur choix sexuel disent qu'ils sont « dans le placard ». Un des éléments du mouvement de libération homosexuelle a été de « sortir du placard », d'apparaître au grand jour en tant qu'homosexuel. Les petits-bourgeois radicalisés prétendent que le fait de « sortir du placard » prime toute autre considération politique.

OTR-TSI...

suite de la page 18

l'UP (et qui en ont subi les conséquences mortelles), ont refusé de faire des compromis ou d'abandonner la défense de leur classe. Parce que le front populaire est vraiment la question centrale que doivent affronter les léninistes d'aujourd'hui, et que le Chili est le récent exemple brûlant des conséquences de la politique de front populaire, tous les marxistes sérieux devraient étudier l'unification de nos organisations.

L'évolution de l'OTR

A la différence des autres fusions dans lesquelles la tendance spartaciste internationale s'est engagée auparavant, il s'agit ici d'un cas où deux tendances, qui avaient déjà les mêmes postulats programmatiques fondamentaux, se retrouvent — plutôt que d'une situation où un courant centriste part à la dérive, puis est gagné aux positions de la TSI. L'opposition révolutionnaire prolétarienne de l'OTR chilienne au front populaire meurtrier d'Allende était déjà décisive. Mais l'OTR, qui fonctionnait dans un milieu politico/culturel beaucoup

plus limité que celui de la TSI, devait aussi entreprendre de sonder sérieusement les courants internationaux pour s'assurer que les activités traîtres des représentants locaux du «Secrétariat Unifié» (SU) d'Ernest Mandel et du «Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale» (CORQI) de l'OCI française et du POR bolivien étaient représentatives de ces regroupements. Arriver à la fusion ne fut pas chose facile; bien sûr, des conditions-clé préalables étaient déjà réunies, mais la conclusion proprement dite fut laborieuse parce que les deux côtés qui se testaient de bien des façons et à de nombreuses reprises, venaient de terrains déterminés très différents.

Pour comprendre le processus de fusion, il faut d'abord connaître l'OTR telle qu'elle était au Chili avant le coup d'Etat. Ce groupe, qui se forma au sein de l'organisation sympathisante du SU, la TRO (Tendance Révolutionnaire Octobre), commença essentiellement en tant qu'opposition «ouvriériste» au front populaire. Il s'insurgeait aussi, bien qu'empiriquement, contre la vieille politique de la TRO «d'entrisme profond» dans le Parti Socialiste (PS). Plus tard, il retira ses militants du PS. La rupture finale eut lieu à propos de la fusion sans principe entre la TRO et le groupe de L. Vitale pour former le PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire, section sympathisante «officielle» — pour un temps — du SU). La tendance qui devait plus tard devenir l'OTR fut exclue de la nouvelle organisation pour avoir soumis un document contre la fusion (et, par le même



Le front populaire du «compañero presidente» Allende mena...

Daily World

coup, son document fut supprimé).

La future OTR, dont certains membres avaient été des dirigeants de la Fédération Nationale des Ouvriers du Cuivre, et qui avait le soutien d'autres dirigeants mineurs, s'opposa sans répit à la politique criminelle de « bataille pour la production » lancée par le gouvernement Allende (mot d'ordre cynique pour camoufler l'augmentation des cadencés), parce que le soi-disant « gouvernement populaire » ne changeait rien au fait que le Chili restait un Etat capitaliste. Lorsqu'Allende lança de pompeuses campagnes pour la « participation ouvrière », manoeuvre visant à faire accepter aux ouvriers leur propre exploitation, les dirigeants de l'OTR du secteur minier nationalisé du cuivre s'y opposèrent avec le mot d'ordre de contrôle ouvrier, dont le but était de détruire — et non de réformer — l'Etat bourgeois. Par contre, le MIR et l'aile gauche du PS, y compris, en particulier, des secteurs ayant un certain vernis « trotskysant » et Castro lui-même soutinrent les projets « participationnistes » de l'UP. (Michel Pablo, en personne, fit exprès un voyage au Chili pour chanter les louanges de cette supercherie et dédia un livre sur ce thème à son ami, le ministre socialiste de l'économie, Pedro Vuskovic.)

Après le coup d'Etat sanglant de Pinochet, les camarades de l'OTR se virent contraints de s'exiler en Europe ou dans des pays voisins. Ils s'efforcèrent alors d'approfondir leur compréhension de l'échec chilien et d'élargir leur compréhension internationale par des discussions, d'abord

avec le SU, ensuite avec le CORQI. Mais ils découvrirent bien vite que les passeports trotskystes dont se paraient ces « Quatrièmes Internationales » auto-proclamées étaient l'oeuvre de faussaires. Le SU, qui avait explicitement — mais seulement après le coup — déclaré que l'UP n'était pas un front populaire, et qui, alors, avait deux groupes sympathisants chiliens, interdit toute discussion sur le régime d'Allende à son Dixième Congrès mondial, puisque les deux fractions internationales ne voyaient pas l'utilité de démasquer la banqueroute de leurs sympathisants respectifs au Chili. Quant au CORQI, bien qu'il ait caractérisé l'UP de front populaire, ses groupes chiliens (deux, encore!) eux, refusèrent cette caractérisation ou alors accusèrent de « réformisme » ou de trahison le gouvernement Allende plutôt que les partis ouvriers qui y participaient. Entre-temps, en France, l'OCI appelait au vote pour Mitterrand, candidat du front populaire/Union de la Gauche.

Les camarades de l'OTR rencontrèrent la tendance spartaciste internationale le 11 septembre 1974 à un meeting de protestation, lors du premier anniversaire du coup d'Etat. Ils lurent *Cuadernos Marxistas* No. 3 (un recueil d'articles tirés de *Spartacist* et de *Workers Vanguard* et publiés sous le titre « Chili : leçons du front populaire » dans le but explicite d'entrer en contact avec des groupes d'exilés chiliens à la recherche d'un bilan de l'UP). Huit jours plus tard, ils déclarèrent leur accord fondamental avec l'analyse de la TSI, de même qu'avec les



Gamma

... au stade national sous Pinochet

conclusions programmatiques qu'elle en tirait. Cependant, en tant qu'internationalistes les deux parties tombèrent d'accord sur la nécessité de discuter toutes les questions fondamentales auxquelles sont confrontés les marxistes révolutionnaires. En plus du rejet du SU et du CORQI, on s'entendit rapidement sur le fait que le POR bolivien de Guillermo Lora avait agi en centriste, tant en 1952 qu'en 1971, portant une lourde responsabilité dans le déraillement de la révolution; et que le caméléon Nahuel Moreno, vétéran pseudo-trotskiste argentin, (qui était passé successivement du péronisme au guévarisme, puis à la social-démocratie), était incontestablement devenu réformiste, dévoué au maintien de la domination bourgeoise.

Du guévarisme au trotskysme

Plusieurs questions devinrent le sujet d'une discussion suivie entre la TSI et l'OTR: Cuba, le guérillérisme et la social-démocratie, en particulier. Après avoir étudié *Cuadernos Marxistas* No. 2, «Cuba et la théorie marxiste»; les camarades de l'OTR tombèrent d'accord avec l'analyse spartaciste de cette application essentielle de la position trotskyste sur la question russe, telle qu'elle se reflète dans la quatrième partie de la «Déclaration de relations fraternelles entre la TSI et l'OTR» (*Spartacist*, édition française, No. 12, novembre 1976).

La position de l'OTR, que les partis sociaux-démocrates étaient qualitativement plus bourgeois que les partis staliniens trouva plus difficilement une solution. L'isolement continental et national du mouvement soi-disant trotskyste chilien—isolement dont sont responsables les prétendues «Internationales» qui firent peu ou rien pour intégrer ou éduquer politiquement leurs diverses «sections», y jouait un rôle considérable. Il est vrai qu'en Amérique Latine, tous les partis liés à la Deuxième Internationale sont en fait des partis bourgeois (les Radicaux chiliens, l'Acción Democrática vénézuélienne, l'APRA péruvienne, le PPD porto-ricain, etc.) avec certaines caractéristiques populistes et une politique étrangère généralement fortement pro-US. Mais après s'être familiarisée avec les partis sociaux-démocrates et travaillistes d'Europe de l'Ouest et après avoir discuté sur les implications tactiques qui découlent de la caractérisation de la social-démocratie comme «bourgeoise avec une base ouvrière», l'OTR fit sienne la caractérisation des partis sociaux-démocrates de masse dans les pays capitalistes avancés comme réformistes, c'est-à-dire des «partis ouvriers-bourgeois», pour utiliser les termes de Lénine.

Le point de désaccord le plus important et le plus difficile à résoudre fut le guérillérisme, parce que là il y avait au départ des divergences aiguës et parce que cette question avait directement trait aux origines de l'OTR: Une des premières accusations faites par la tendance qui allait devenir l'OTR contre la direction de la section chilienne du SU était que cette dernière n'avait pas mis en pratique la politique guérillériste contenue dans la résolution sur la lutte armée adoptée par le Neuvième Congrès mondial. Comme beaucoup de pablistes, elle pensait que Guévara

lui-même avait rompu, ou en viendrait à rompre; bien qu'empiriquement, avec le stalinisme. Quoique l'OTR rejetât le foquisme guévariste et la guerre de guérilla urbaine de la Tupamaro, elle insistait néanmoins sur la nécessité d'une «guerre irrégulière» menée par la classe ouvrière — autrement dit, l'adaptation du guérillérisme au milieu particulier dans lequel l'OTR travaillait. La question n'était pas abstraite, si l'on considère que l'OTR comptait dans ses rangs, en plus d'anciens miristes et Tupamaros, des dirigeants des mineurs pour qui les escarmouches «irrégulières» avec la police et l'armée étaient chose courante.

Par contre, *Spartacist* (édition anglaise) avait écrit, et cela dès 1967, que «le guérillérisme, aujourd'hui, est une réaction petite-bourgeoise à l'absence et au retard de la révolution prolétarienne.»

A partir de ces deux positions radicalement divergentes, nous eûmes pendant plusieurs mois de longues discussions au cours desquelles l'OTR en vint à rejeter son ancienne position. L'idée d'une guerre de maquis effectuée par la classe ouvrière comme perspective stratégique était une adaptation aux conceptions «trade-unionistes» d'une couche semi-prolétarienne; les secteurs-clé de la classe ouvrière industrielle ne peuvent pas abandonner les usines ou les mines importantes pour prendre le maquis sans perdre la base de leur puissance sociale et sans risquer en fin de compte de perdre leur nature de classe prolétarienne, soit en dégénéralant dans le banditisme, soit en s'assimilant à la paysannerie, ou les deux à la fois (ce qui se produisit en fait en Chine où les ouvriers communistes et les cadres du Parti Communiste s'enfuirent des villes côtières pour commencer la guerre de guérilla rurale en 1927-1931). Aussi faut-il comprendre le soutien que Lénine apporta à la tactique des partisans en 1906-1907 dans le contexte de ce qu'il croyait être une défaite temporaire de la révolution de 1905; il n'a considéré la guerre de guérilla que, tout au plus, comme une mesure de défense, une forme de retraite stratégique, ou comme un appui à la guerre militaire régulière, mais certainement pas comme une stratégie pour la révolution socialiste.

Qui plus est, les Bolchéviks ont toujours cherché à organiser le combat militaire à travers les organisations de masse de la classe ouvrière (soviets, comités d'usine) dans lesquelles le parti jouait, ou cherchait à jouer, un rôle dirigeant, contrairement au concept guévariste qui consiste à s'engager dans le combat guérillériste avec une armée-parti «professionnel», comme par exemple l'ERP argentin (Ejército Revolucionario del Pueblo — Armée Révolutionnaire du Peuple), bras armé du PRT guévariste.

Les concepts guérilléristes avaient un réel poids social dans «l'extrême gauche» chilienne, avant tout dans le MIR, mais aussi les groupes pseudo-trotskystes à la traîne du MIR. Le MIR, par exemple, ne réclamait pas l'armement des ouvriers par les syndicats, ou plus tard, par les *cordones industriales* (organes de coordination des comités d'usines par quartier); au lieu de cela, il créa des «comandos comunales» artificiels qui, dans la pratique, étaient subordonnés au MIR et qui étaient censés entraîner à la pratique des armes des ouvriers sélectionnés.

Ce qui fait que lorsqu'arriva le coup d'Etat du 11 septembre, le prolétariat industriel était sans armes. Beaucoup d'ouvriers se rassemblèrent dans les usines dans

l'attente d'armes que les bureaucrates syndicaux socialistes et communistes leur promettaient depuis longtemps et qui n'arrivèrent jamais. Et, en dépit de quelques actions de bravade des dirigeants du MIR qui ne firent qu'attirer des attaques encore plus violentes contre certains secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière, l'attitude fondamentale du MIR fut de considérer la prise du pouvoir par l'armée comme une étape inévitable ouvrant la voie à la guerre de guérilla. L'OTR, comme toutes les tendances guérilléristes, ne vit aucune possibilité de résister au coup d'Etat de Pinochet; mais, contrairement à ceux qui cherchent aujourd'hui à reconstruire le MIR décimé, ou à l'opposé de la majorité du SU qui se soucie avant tout de cacher son ancienne position de soutien total au guérillérisme guévariste, l'OTR a tiré les conclusions de la terrible défaite que représente le 11 septembre et elle a proclamé la banqueroute du guérillérisme sous toutes ses formes.

Le léninisme et la question organisationnelle

Au Chili, l'OTR n'avait pas de critères léninistes d'organisation: la définition qu'elle avait d'un militant du parti était floue, elle n'eut jamais de presse de parti, etc. Ces pratiques organisationnelles furent naturellement conservées en exil où les pressions favorisant l'«esprit de cercle» dans un petit groupe de survivants sont énormes. Néanmoins, au fur et à mesure que l'OTR évoluait vers la tendance spartaciste, elle se trouvait tout naturellement confrontée à des luttes internes et à des scissions. Celles-ci, cependant, sont difficiles à résoudre sans l'assimilation et la mise en pratique des critères léninistes du centralisme démocratique. Ce furent donc des problèmes tournant

autour de la question organisationnelle qui retardèrent de plusieurs mois la perspective de fusion qui avait été adoptée en mai 1976 et qui domina l'activité de l'OTR l'année dernière. Comme le disait le camarade Ivan de l'OTR, à une réunion du Comité Exécutif International (CEI) de la TSI, au camp d'été européen de 1977:

«L'OTR était une organisation en exil, dispersée dans plusieurs continents. Fondamentalement, deux questions ont empêché la fusion l'année dernière: l'une d'elles était la faiblesse organisationnelle de l'OTR qui nous conduisit, par conséquent, à une conception fédéraliste du parti. Mais derrière cela, il y avait un point politique important, et c'est que l'OTR espérait rassembler ses principaux cadres en Europe. Nous avons eu du mal à parvenir à un développement commun à tous nos cadres, et le noyau européen n'avait pas une méthodologie léniniste pour surmonter ce problème.»

Les difficultés se concentrèrent autour de la lutte pour gagner un membre important de la direction, récemment arrivé d'Amérique latine. Séparé de toute base et astreint aux limites d'un petit noyau de propagande trotskyste, ce camarade commença à élaborer des plans dans le dos de la direction; des actes d'indiscipline organisationnelle conduisirent rapidement à une rupture politique ouverte, quand il refusa de défendre le programme de l'OTR en public, malgré des ordres formels. Comme le nota le rapporteur de l'OTR dans sa présentation au CEI:

«En dernière analyse, le camarade Blas présentait une perspective qui s'opposait au trotskysme et à la conception léniniste du parti, en se basant sur l'argument que l'on ne peut pas rompre nos liens avec les masses [...] Il était donc incapable dans la pratique de défendre la totalité du programme communiste [...] Il y a quelques jours, ce processus a pris fin, et, dans un travail accompli en totale consultation avec les camarades de l'Internationale, nous avons formalisé la rupture de Blas avec le programme trotskyste [...] Pour l'OTR, la chose la plus importante dans ce processus fut que la

Lisez Le Bolchévik

Organe de la
Ligue Trotskyste de France
section sympathisante de la
tendance spartaciste internationale

Pour toute commande:
Le Bolchévik, B.P. 421 09
75424 Paris CEDEX 09, France



12 F. les 6 numéros

rupture avec son ancienne méthodologie lui a ouvert la voie au léninisme authentique.»

Une perspective iskriste

L'OTR se trouve maintenant face à des occasions et des responsabilités énormes. La junte chilienne bonapartiste, sans base sociale importante pour la soutenir et incapable comme elle l'a été de diviser profondément le prolétariat, ou d'en détruire la direction, ne durera même pas aussi longtemps que la dictature brésilienne. Entre-temps, ceux de la gauche qui ont survécu au bain de sang ont été rassemblés en grand nombre dans des centres d'exilés d'Europe et d'Amérique latine. C'est là une occasion extraordinaire d'atteindre des dizaines de milliers de militants dévoués et de mettre la gauche au défi de faire un sérieux bilan du régime Allende. Cette tâche n'est absolument pas restreinte aux militants chiliens, car l'expérience chilienne a une importance générale et elle est décisive pour la formation des noyaux révolutionnaires dans les pays-clé d'Amérique latine.

Un dialogue pourrait s'engager entre ceux qui rejettent le front populaire, le stalinisme, la social-démocratie et le guérillérisme. La supériorité de l'analyse et du programme trotskyste peut être démontrée dans la lutte polémique; et l'on pourra forger ainsi la base d'un groupe de propagande véritablement léniniste, et le préparer politiquement aux tâches qu'il affrontera quand la dictature sanguinaire de Pinochet tombera et quand la bataille décisive pour faire rompre la classe ouvrière avec les réformistes commencera pour de bon.

La question de la presse est un aspect essentiel de cette perspective. Dans la période qui vient, la voix principale de l'OTR sera l'édition espagnole de *Spartacist* qui sortira trois fois par an, et dont le comité de rédaction comprend maintenant des membres de l'OTR. Ce sera une publication du type d'*Iskra*, qui comprendra des polémiques et des analyses destinées avant tout au milieu latino-américain en exil et à la gauche de la péninsule ibérique. De plus, l'OTR va travailler à sortir son propre organe qui commencera sous un format modeste et avec une parution irrégulière. De pair avec la lutte pour construire, en exil, une organisation solide, programmatiquement unie et politiquement homogène, viendra naturellement la tâche difficile d'essayer de mettre cette presse entre les mains des militants de la classe ouvrière chilienne, où qu'ils se trouvent.

Dans tout ceci, en tant que membre d'une tendance internationale centralisée démocratiquement, l'OTR pourra compter sur le soutien politique et sur toute l'aide matérielle possible de la TSI. Mais on ne peut nier que les besoins sont énormes et que nos ressources totales sont qualitativement inadéquates. L'OTR a pourtant un capital politique important que l'on ne peut minimiser: contrairement aux soi-disant trotskystes, elle représente une ligne politique cohérente et puissante qu'a confirmée, tragiquement, la fin de front populaire meurtrier. Le Chili, de 1970 à 1973, a eu un impact certain sur le développement politique de la génération révolutionnaire actuelle, impact semblable à celui de la guerre civile espagnole à la fin des années 30. Les trotskystes qui avaient alors mis en garde que le front populaire menait à un massacre sanglant

doivent, aujourd'hui, rappeler cela pour éduquer ceux qui, à l'époque, n'en ont tenu aucun compte mais qui veulent maintenant éviter la reproduction d'un tel holocauste. Et pourtant, le SU de Mandel et le «Comité d'Organisation» de l'OCI *cachent* leurs groupes chiliens plutôt que de les mettre en valeur et ce, pour une bonne raison: *ils n'ont pas donné de tels avertissements, mais ont, au contraire, fait l'apologie du front populaire.*

En tant que courant politique, nous sommes encore faibles, mais la force et la promesse que représente la fusion entre la TSI et l'OTR, qui a permis à ces militants de franchir le gouffre énorme qui sépare le pablisme, l'ouvriérisme et le guévarisme du trotskysme, viennent du fait qu'elle est construite sur des principes marxistes fondamentaux.

«Regarder la réalité en face; ne pas chercher la ligne de moindre résistance; appeler les choses par leur nom; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit; ne pas craindre les obstacles; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes; fonder son programme sur la logique de la lutte de classes; oser quand vient l'heure de l'action — telles sont les règles de la Quatrième Internationale.» •

RFU-SL/US...

suite de la page 21

femmes dans la famille par des relations personnelles libres de toute contrainte économique et de moralisme philistin. Ainsi le programme bolchévique détiend-il la clé pour mettre un terme à l'oppression des homosexuels.»

— «Full Democratic Rights for Homosexuals», *Workers Vanguard*, No. 169, 12 août 1977

«Pour résumer brièvement, notre position est celle de la Quatrième Internationale de Trotsky, supplantée par l'extension correcte du marxisme à la compréhension des autres pays soi-disant socialistes—compréhension que seule la tendance spartaciste internationale a apportée. Nous appelons à la défense militaire inconditionnelle des acquis de la Révolution d'Octobre—l'élimination de la bourgeoisie comme classe, la création d'une économie nationalisée et planifiée, le monopole du commerce extérieur en Union Soviétique et dans les Etats ouvriers déformés—contre toute attaque de l'impérialisme et contre la contre-révolution visant à restaurer le capitalisme. Mais nous restons opposés sans compromis au stalinisme dans toutes ses variantes nationalistes. Nous appelons à la révolution politique ouvrière pour renverser la bureaucratie au pouvoir, pour régénérer la démocratie des soviets (le gouvernement démocratique de la classe ouvrière à travers des conseils ouvriers librement élus, c'est-à-dire des «soviets») et pour redonner naissance à l'internationalisme prolétarien. Nous croyons que cette révolution ne pourra aboutir que sous la direction de partis trotskystes de la classe ouvrière, unis dans une internationale révolutionnaire.»

— *Red Flag*, No. 2, juillet 1977

* * *

La SL et la RFU, étant arrivées à un accord concernant les éléments programmatiques essentiels nécessaires à la construction prochaine d'un parti capable de diriger une révolution socialiste, décident de réunir leurs ressources humaines et techniques et de créer une direction commune d'une organisation commune.

le 14 août 1977

Le nucléaire...

suite de la page 32

installations dangereuses. Mais à part cela, déterminer comment la bourgeoisie doit faire face à ses besoins d'énergie n'est pas notre affaire. Ceux qui s'imaginent qu'une «large discussion publique», dans le cadre de la domination capitaliste, va résoudre cette question d'une façon satisfaisante sont coupables de semer les pires illusions utopiques, réactionnaires et pacifistes.

Pourquoi l'énergie nucléaire?

Les différentes bourgeoisies qui se sont embarquées dans des programmes nucléaires l'ont fait pour répondre aux besoins économiques et militaires qu'elles ressentaient. Leurs efforts pour conserver le pétrole ont clairement échoué: malgré tout le tapage fait autour du pompeux «Projet Indépendance» de Nixon, les importations de pétrole étranger aux Etats-Unis ont augmenté depuis 1973.

Il va de soi que le pétrole n'abondera pas éternellement. Un certain nombre d'experts prédisent qu'étant donné le taux de consommation actuel, les réserves de gaz naturel et de pétrole seront pratiquement épuisées d'ici le siècle prochain. (Il faut toutefois se méfier de ces prédictions, car il y a tendance à trouver de nouvelles réserves quand il y a un bénéfice à faire.) En tout cas, ce que les impérialistes redoutent dans l'immédiat, c'est la perspective d'une chute soudaine des importations de pétrole, chose tout à fait

envisageable étant donné l'intense renouveau des rivalités inter-impérialistes.

Le choix des puissances occidentales en faveur de l'énergie nucléaire est dicté par la compétition économique, et celle-ci entre, en dernière analyse, dans le cadre de la recherche d'une autarcie économique conduisant à une nouvelle guerre impérialiste. Pour les petites nations capitalistes économiquement arriérées, les tentatives d'acquérir une technologie nucléaire ne reflètent que leur désir d'avoir les moyens de fabriquer des armements nucléaires. Israël, l'Afrique du Sud et l'Inde en sont de bons exemples.

Il est certain qu'avec la technologie existante les réacteurs nucléaires actuels ne pallient qu'aux besoins immédiats et n'apportent aucune solution à l'épuisement progressif des sources d'énergie fossile. Le «brûleur» d'uranium à passage unique gaspille énormément de combustible et ne libère que 0,5 pour cent de l'énergie stockée. Il est donc loin d'être le générateur d'énergie idéal. On «prévoit» déjà que les réserves d'uranium de première qualité seront épuisées à la fin du siècle. L'énergie nucléaire sous le capitalisme pourrait donc bien connaître une «crise» semblable à celle du pétrole, allant jusqu'à toucher les mêmes personnes: la moitié des réserves d'uranium aux Etats-Unis appartient aux monopoles pétroliers.

La perspective de ces futurs goulots d'étranglement ne réjouit pas particulièrement le reste de la bourgeoisie; ce qui l'a conduite à des projets de conversion à une «économie au plutonium», d'abord en recyclant les déchets de plutonium rejetés par les brûleurs d'uranium, puis en développant des surrégénérateurs qui convertissent l'uranium 238 non fissile en plutonium, et qui produisent plus de combustible qu'ils n'en consomment. Le gain d'énergie ainsi réalisé par rapport à celui des brûleurs

ABONNEZ-VOUS

Revue du marxisme révolutionnaire, publiée sous la direction du Secrétariat Intérimaire de la tendance spartaciste internationale, selon les termes de la Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale.

Parait en anglais, français, allemand et espagnol

Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO/NY, NY 10001, USA



10 F les 4 numéros

actuels pourrait être, avec le même investissement de combustible, des centaines de fois supérieur. De plus, comme les surrégénérateurs peuvent utiliser des réserves de moindre qualité, y compris probablement du minerai brut (l'uranium 238 comprend 99,4 pour cent de tout l'uranium trouvé dans la nature et on peut en trouver des traces sur toute l'écorce terrestre), l'accroissement total en énergie potentiellement disponible augmenterait de plusieurs ordres de magnitude.

Qui sont les terroristes atomiques?

Le spectre d'une économie au plutonium a été le principal catalyseur des préoccupations des cercles techniques/bourgeois pour les programmes de reconversion nucléaire. La principale réserve qui est faite est celle du «marché faustien» du physicien Alvin Weinberg: on met en danger la survie de l'espèce pour gagner une source d'énergie. Comme la part du lion des dépenses consacrées aux recherches pour l'énergie, aux Etats-Unis, vient d'être investie dans les recherches pour le développement d'un surrégénérateur à métal liquide, les adversaires du plutonium craignent qu'un «engagement irréversible» ne précède une étude soigneuse des dangers.

Le plutonium est une matière de première qualité pour l'armement. Dans la bourgeoisie et dans ses cercles techniques et scientifiques, on craint que la nécessité de transformer, stocker et transporter du plutonium n'offre des possibilités de chantage atomique à des «terroristes» qui manieraient des bombes atomiques. Cette crainte se traduit dans la politique officielle avec l'annonce faite par la Commission de Réglementation Nucléaire (Nuclear Regulatory Commission—NRC), qui succède à l'AEC de nouvelles mesures de sécurité dans les installations nucléaires, y compris des gardes armés de fusils semi-automatiques et des enquêtes approfondies sur les activités passées et présentes des employés des centrales.

Ces mêmes cercles craignent aussi que l'exportation de matière fissile, d'usines de retraitement et/ou d'enrichissement ne conduise à la prolifération d'installations nucléaires dans les anciens pays coloniaux. Les récentes protestations des Etats-Unis après que la France ait vendu de tels équipements au Pakistan, montrent bien la détermination (vaine) de l'impérialisme US de cantonner le demi-monopole de la terre nucléaire au cercle des «gros bonnets». Et c'est un Giscard repentant qui a promis de ne plus retomber dans ses errements.

Les craintes des milieux bourgeois sceptiques et des anciens du Manhattan Project que la conversion au plutonium ne conduise à une prolifération d'armements nucléaires sont pure hypocrisie, car ce sont bien les impérialistes qui sont les plus grands «marchands de mort». Depuis 1973, un des résultats les plus immédiats de la fantastique croissance des revenus des potentats du pétrole au Moyen-Orient a été un gigantesque afflux, dans cette région, d'armes sophistiquées en provenance des puissances occidentales. Il ne faut pas oublier non plus que ce sont la France et l'Allemagne de l'Ouest qui ont procuré le potentiel atomique à l'Afrique du Sud, au Brésil et à Israël.

Theodore Taylor, un des principaux porte-parole de ceux qui craignent le «chantage atomique» par prolifération de

matériel nucléaire, était un des principaux ingénieurs d'armement des Etats-Unis dans les années cinquante. Il est obsédé par l'éventualité que des terroristes kidnappent du plutonium et l'utilisent pour faire chanter les «démocraties» occidentales dans des buts criminels. (Taylor cite le cas d'un jeune garçon de 13 ans qui prétendit avoir construit une bombe atomique, montrant à l'appui des schémas corrects, et qui menaça de faire sauter Miami si la ville ne lui donnait pas un million de dollars.) Mais l'obsession du Dr. Taylor devrait plutôt être de prendre pour cible la capacité de destruction qu'il a contribué à donner à la bourgeoisie des Etats-Unis et dont le plutonium a fait de Nagasaki un tas de ruines.

Ce qui représente le plus grand danger pour le monde, en effet, n'est pas l'existence de centrales électronucléaires, mais le fait que les puissances impérialistes, les Etats-Unis en tout premier lieu, possèdent des armes nucléaires. L'extension de l'armement nucléaire à des pays capitalistes plus petits augmente, bien sûr, le risque qu'il soit utilisé dans des guerres nationales par des bourgeoisies désespérées. La menace qui pèse sur le prolétariat mondial est évidente.

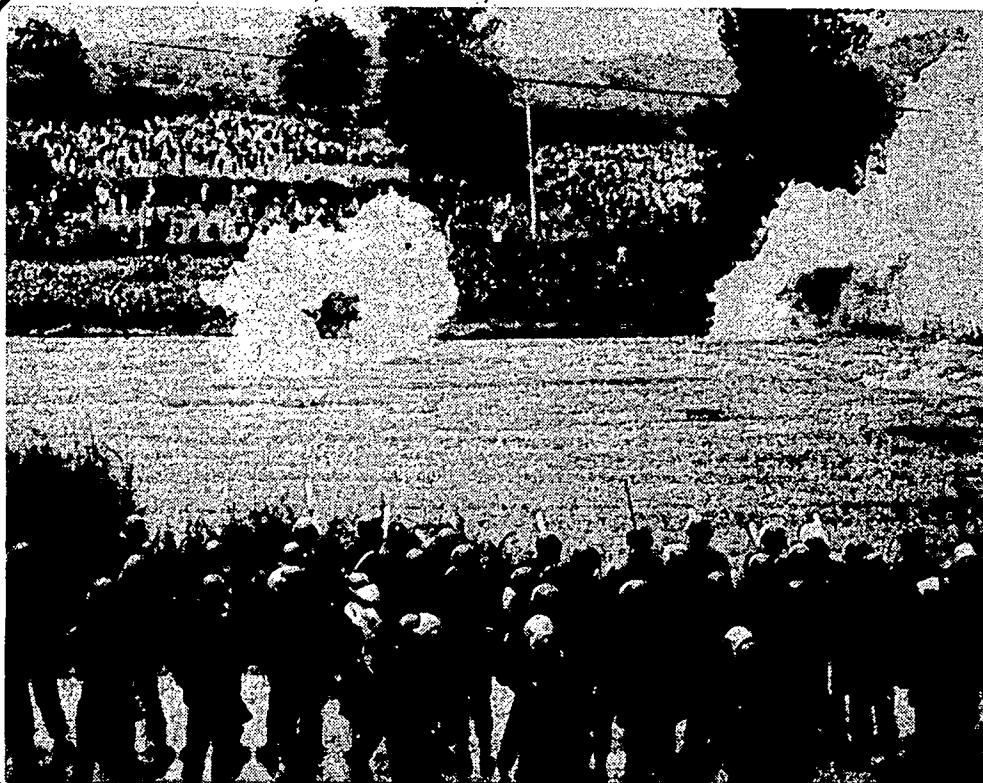
En même temps, nous défendons résolument la nécessité pour l'Union Soviétique, la Chine, le Vietnam et tous les autres Etats ouvriers déformés de développer leur technologie de l'armement nucléaire, y compris avec tous les essais nucléaires nécessaires. Ce ne sont effectivement pas les traités de «non-prolifération» impérialistes et sociaux-pacifistes, ou les suppressions d'essais nucléaires qui apporteront la solution aux dangers de guerre nucléaire, mais l'action révolutionnaire du prolétariat mondial détruisant le capitalisme.

L'écologisme hypocrite de la bourgeoisie

Le «mouvement» anti-nucléaire n'a un rapport avec la réalité que dans la mesure où il se préoccupe de la sécurité. Etant donné l'empressement avec lequel les grosses sociétés lésinent sur les dépenses, pour faire le maximum de profits, pendant que les autorités chargées de la surveillance regardent ailleurs, il faut beaucoup plus que la vigilance: les «incidents» nucléaires sont de toute façon inévitables et la course au profit ne fait qu'augmenter les chances que de telles catastrophes se produisent.

Mais même dans ce domaine, le mouvement anti-nucléaire en reste au charlatanisme libéral et utopique et crée une diversion, précisément du fait qu'il refuse de voir que le véritable danger est la guerre nucléaire. Les impérialistes ont entre leurs mains des dizaines de milliers d'armes nucléaires et l'explosion d'une seule de ces armes ferait, dans la plupart des cas, apparaître l'accident de centrale nucléaire le plus grave comme un incident relativement mineur. Mais la préoccupation pieuse qu'une catastrophe majeure survienne d'un défaut du système du réacteur, ou de fuite des stockages des déchets, va de pair avec une foi touchante dans la soi-disant bonne volonté de gens comme John Kennedy, Lyndon Johnson et Nixon qui tous ont été à la tête des massacres de millions d'hommes en Asie du Sud-Est.

C'est cette même hypocrisie, à un niveau plus mesquin, qu'on retrouve dans les craintes des écologistes libéraux. Par



AP

Malville: la répression policière brutale contre le mouvement écologiste qui «oublie» que c'est la course à l'armement nucléaire impérialiste qui représente le vrai danger immédiat. Danger que seule la révolution prolétarienne internationale pourra éliminer.

exemple quand ils s'opposent aux avions supersoniques. Le Concorde franco-britannique a soulevé de violentes protestations aux Etats-Unis. C'est bruyant et cela pollue la stratosphère nous dit-on, avec raison. Mais nous devons nous presser de faire remarquer que les avions militaires supersoniques de l'armée américaine, qui sont en bien plus grand nombre, et qui sillonnent le ciel depuis plus de vingt ans, en font autant.

Les remous causés par le Concorde ont moins à voir avec la tranquillité des habitants de Queens [voisinage du principal aéroport international de New York] qu'avec le ressentiment de Boeing qui avait dû annuler son programme de construction de supersoniques civil américains, et le désir des américains de garder dans le monde capitaliste le quasi-monopole de la construction aéronautique. Le véritable problème posé par le Concorde est qu'il n'a pas suffisamment de places.

Hypocrisie mise à part, la conscience «écologique» croissante de la bourgeoisie a une base matérielle, y compris ses craintes tardives mais réelles au sujet de la sécurité des installations nucléaires. C'est tout simplement parce qu'on se rend compte que le fonctionnement de nombreuses industries modernes n'expose pas seulement les ouvriers aux effets nocifs de la pollution industrielle, mais toutes les classes de la société, la bourgeoisie comprise.

Un accident sérieux, même dans une usine nucléaire isolée, pourrait exposer des milliers de personnes à des doses de radioactivité dangereuses, y compris, bien sûr, celles qui résident dans les banlieues aisées à plusieurs kilomètres de l'emplacement du réacteur. Les capitalistes ne se préoccupent guère des conditions de travail les plus horribles qu'il y a dans leurs usines, mais ils s'alarment quand les produits polluants d'un procédé industriel

touchent non seulement leurs esclaves salariés, mais eux-mêmes.

La question de la sécurité

Le fonctionnement des installations électronucléaires présente essentiellement deux dangers. Si tous les systèmes de refroidissement d'un réacteur tombent en panne en même temps, le cœur du réacteur fondra, ce qui peut conduire à l'échappement de quantités énormes de radiations mortelles. Un tel accident, «le pire accident vraisemblable», ne s'est pas encore produit, bien qu'il y ait déjà eu un certain nombre de problèmes de fonctionnement du système de refroidissement. La perte de refroidisseur d'un surrégénérateur pourrait avoir des effets encore plus destructeurs. La concentration de plutonium dans ce genre d'installation est suffisamment grande pour permettre une explosion de petite puissance qui laisserait échapper des tonnes de débris radioactifs et de sodium fondu explosif.

Le deuxième problème important est posé par l'évacuation des déchets. Le plutonium, qui est très toxique, a une période de demi-décroissance de 24.000 ans, et doit donc être isolé de la biosphère pendant plusieurs centaines de milliers d'années. L'Energy Research and Development Administration (ERDA) prétend qu'il existe des moyens techniques de stocker d'une façon sûre des déchets extrêmement radioactifs; et on est en train de construire des emplacements définitifs de stockage dans des bancs de sel; mais il s'est déjà produit des fuites dans des emplacements temporaires.

Le débat technique sur la sécurité est devenu un exercice effréné d'obscurcissement, que ce soit de la part du

gouvernement et des scientifiques au services de l'industrie ou de leurs adversaires du mouvement pour la préservation de l'environnement. La démission, peu avant un référendum sur le nucléaire en Californie, au mois de juin 1976, de trois ingénieurs de General Electric et d'un inspecteur de la sécurité de la NRC, pour protester contre les dispositifs de sécurité inadéquats dans l'industrie atomique, n'a fait que provoquer une réaction tapageuse de soutien à l'énergie nucléaire de la part de toute une brochette de Prix Nobel de physique.

De même, la publication par l'AEC du rapport Rasmussen « définitif », qui estime qu'il y a une infime probabilité qu'un « pire accident vraisemblable » se produise, a été contredite par un certain nombre de scientifiques qui ont mis en doute la « cote nucléaire » citée. Le cas le plus extrême de psychose anti-nucléaire s'est produit en Allemagne de l'Ouest où les adversaires de l'énergie atomique ont divulgué et fait passer pour de bon aloi les « découvertes » extravagantes d'une étude hypothétique du gouvernement qui parle de 30 millions de morts possibles en cas d'accident de réacteur nucléaire.

Nous ne voulons pas prendre de position sur ces questions techniques; ni faire de propositions aux capitalistes sur les méthodes de générateurs d'énergie qu'il vaut mieux employer. Comme le montre la récente « pénurie » de gaz naturel, l'anarchie de la production capitaliste rend les « crises » d'énergie inévitables.

Le capitalisme rend également difficile le choix d'un moindre mal. La pollution de la combustion de charbon et de pétrole contenant du soufre provoque probablement des milliers de décès *par an*. De plus, le taux de mortalité dans les mines de charbon américaines, par accident ou maladie des poumons, est remarquablement élevé (quoiqu'en Europe de l'Ouest, en Pologne et en Union Soviétique on ait pu les réduire spectaculairement). Quant aux catastrophes majeures, on estime que l'effondrement du barrage hydroélectrique près de Sacramento [en Californie] pourrait tuer près de 260.000 personnes. Le barrage du Lower San Fernando qui faillit s'effondrer en 1971 mettait en danger 80.000 vies humaines. L'éventualité de telles catastrophes et les dégâts qu'elles peuvent produire pourraient bien dépasser en gravité les conséquences du « pire accident atomique vraisemblable ». Si l'on fait le compte des décès causés par la pollution par le soufre, les accidents de mines, les maladies des poumons, les effondrements de barrages etc., il n'est pas évident que c'est en restant aux sources d'énergie fossiles et à l'énergie hydroélectrique que l'on atteindra un niveau global de sécurité supérieur à celui qu'on aurait en généralisant l'utilisation de l'énergie atomique. En fait, l'énergie atomique pourrait bien être moins dangereuse.

Nous sommes pour l'application de la sécurité partout et nous dénonçons l'incapacité du capitalisme à la procurer. D'un côté, il n'existe pas suffisamment de preuves que l'énergie atomique présente des dangers généraux tels qu'il serait nécessaire de bannir carrément la construction et l'utilisation d'installations nucléaires, comme le réclament les manifestants d'Allemagne de l'Ouest, ou même d'imposer un moratoire général. De l'autre côté, nous soutenons les tentatives de supprimer les limites de responsabilités des sociétés, en cas d'accident nucléaire, et de

subordonner les décisions sur la localisation de l'usine atomique à une enquête adéquate sur les conditions particulières de sécurité du réacteur et du stockage de déchets.

Ces mesures, qui remettent les décisions finales entre les mains de la législature des états, ne sont certainement pas des garanties de sécurité. Que ce soit l'usage de scories radioactives dans le bâtiment à Grand Junction, Colorado, ou que ce soit la mort mystérieuse de Karen Silkwood, inspecteur de la sécurité du syndicat des Travailleurs de Pétrole, de la Chimie et de l'Atome, les pratiques passées de l'industrie nucléaire sont abominables. Nous exigeons le contrôle syndical des conditions de sécurité dans toutes les industries.

Les capitalistes reculent sur l'utilisation de l'énergie atomique

Ce n'est évidemment pas le capitalisme pourrissant qui peut s'adresser au problème de l'épuisement des réserves de combustibles. Mais la conversion à l'énergie nucléaire comme source unique d'électricité n'apporte même pas le début d'une réponse. Seulement un tiers de l'énergie prévue pour l'an 2000 est destiné à la production de l'électricité. Pour le reste, transports, chauffage, procédés industriels, il faudra encore dépendre des sources d'énergie fossile.

L'intérêt que la bourgeoisie a récemment manifesté pour l'énergie nucléaire est en partie dû au fait que (au moins en France et aux Etats-Unis) elle est d'une rentabilité intéressante par rapport à celle produite par combustion de charbon. Mais l'industrie nucléaire est elle-même de plus en plus menacée. Les coûts de l'énergie nucléaire montent en flèche. Le prix de l'uranium a quadruplé depuis 1973; le montant estimé d'investissement de capital nécessaire pour une usine de 1000 megawatts aura quadruplé dans dix ans. Sans compter le coût, ignoré mais nécessaire, de la désaffectation d'un réacteur.

Ces coûts; la tendance à la détérioration des protections contre la pollution sous la pression des grosses sociétés, la stabilisation relative des prix du pétrole et la perspective de batailles judiciaires, sans fin, ont influencé les plans sur l'énergie nucléaire. Et bien que la question politique reste importante dans certains pays, on peut apercevoir certains signes de scepticisme dans la bourgeoisie.

Par exemple, il est significatif qu'aux Etats-Unis, on n'ait pas passé de nouvelles commandes pour des centres nucléaires en 1976; Jimmy Carter, comme Gerald Ford, a préconisé un délai de plusieurs années avant de s'engager définitivement dans le plutonium. En Angleterre, la *Commission on Environmental Pollution*, alléchée par le pétrole de la Mer du Nord, a recommandé un délai semblable. Pourtant, les spécialistes de l'environnement ont trouvé peu de consolation dans la nomination par Jimmy Carter du faucon de toute heure James Schlesinger comme conseiller spécial des questions énergétiques (il était à l'AEC avant d'entrer dans la CIA, puis au Ministère de la Défense).

Mais si les Etats-Unis et l'Angleterre ont une marge de manoeuvre, les choix sont considérablement plus restreints pour la France: ses ressources sont moindres et son engagement dans la construction du Super-Phénix est beaucoup plus grand. Giscard espère financer ce

programme en exportant sa technologie, projet que ses amis de l'OTAN ne voient pas d'un très bon oeil, pour le moins.

Les pessimistes néo-malthusiens

On a proposé plusieurs alternatives à la production d'énergie par la fission nucléaire: l'énergie solaire, l'énergie de fusion, l'énergie géothermique, l'énergie des marées, le combustible extrait du schiste et les éoliennes. Parmi celles-ci, il y en a encore un certain nombre à développer, en partie parce qu'elles n'ont pas reçu jusqu'à présent l'attention financière adéquate. D'autres, au contraire, demandent un investissement initial tellement considérable en capital et en énergie que leur rentabilité est problématique à court terme. Le choix que l'on a véritablement, à l'heure actuelle, est entre le charbon (qui ne s'épuisera pas avant des siècles) et l'énergie nucléaire.

Les sceptiques bourgeois les plus pessimistes, comme le Projet de Politique Energetique (Energy Policy Project) animé par la Fondation Ford, appellent à des changements économiques massifs pour approcher de la «croissance d'énergie zéro» («zero energy growth»—ZEG). L'ensemble des suggestions de la Fondation Ford sont utopiques à l'extrême; elles supposent *a priori* la validité de modèles économiques qui sont, en fait, douteux, et une rationalité que le capitalisme ne possède pas. Par exemple, la diminution du nombre des voitures dans les centres urbains est un aspect important du ZEG. Cette idée n'est pas nouvelle, ni nécessairement fausse dans l'abstrait. L'ennui, c'est que la réalité capitaliste mène dans la direction opposée, c'est-à-dire, vers l'accroissement des coûts et le déclin des transports en commun.

De nombreux écologistes ont aussi adopté la position en faveur de la «croissance zéro». Sans faire les calculs économiques douteux de la Fondation Ford, ils voient cela de façon plus réaliste, comme un appel à l'austérité. Ainsi, le magazine britannique *Ecologist* glorifie les sociétés primitives, et polémique longuement contre le marxisme qui conçoit le socialisme comme devant être fondé sur ce qui est, pour un tenant de la «croissance zéro», l'anathème: l'abondance des biens matériels basée sur une technique avancée.

Les partisans bien nourris et bien payés de la «croissance zéro» ne tiennent pas compte du fait que l'écrasante majorité de l'humanité vit dans une pauvreté abjecte. Un écologiste doit certainement être horrifié à l'idée d'un bouleversement qualitatif dans le niveau de vie mondial, comme celui qui se produirait après une révolution prolétarienne internationale. La consommation d'énergie totale et par tête devra augmenter de plusieurs ordres de magnitude sous le socialisme, par rapport à ce qu'elle est sous le capitalisme.

Mais ce qui est plus important, c'est que ces appels à une «croissance zéro», comme solution aux problèmes d'énergie, ne peuvent que rejoindre les programmes d'austérité d'une économie capitaliste en récession. Malheureusement, beaucoup de gens dans la gauche ne semblent pas s'en rendre compte. Ainsi, la section suisse du Secretariat «Unifié» (SU) soi-disant trotskyste d'Ernest Mandel voit dans le mouvement «croissance zéro» une «dynamique prometteuse», en ce que ses «actions de masse

remettent en cause dans la pratique le fonctionnement normal du système». Pour faire l'expérience en pratique de cette «dynamique prometteuse», il suffit de regarder la Suède où le «rêve vert» d'austérité rustique anti-nucléaire du Parti du Centre bourgeois a été la cause première de la chute du gouvernement social-démocrate. La réaction du groupe suédois du SU a été d'accuser le Parti du Centre d'être trop peu catégorique dans son opposition à l'énergie atomique!

L'énergie nucléaire n'est ni la source de tous les maux, ni une panacée. Elle subit le même sort que toutes les autres formes de technologie dans un système où les rapports de production et les frontières nationales sont autant de barrières au développement des forces productives. Il n'y a pas de solution à la «crise de l'énergie» sous le capitalisme. A court terme, la classe ouvrière subit la pollution et les pénuries qui résultent de l'anarchie dans l'offre des marchandises et de la distribution dans la production capitaliste. A long terme, elle ressentira les effets tout aussi néfastes, tant pour l'environnement que pour l'économie, de l'absence d'une allocation scientifique des ressources et de la technologie.

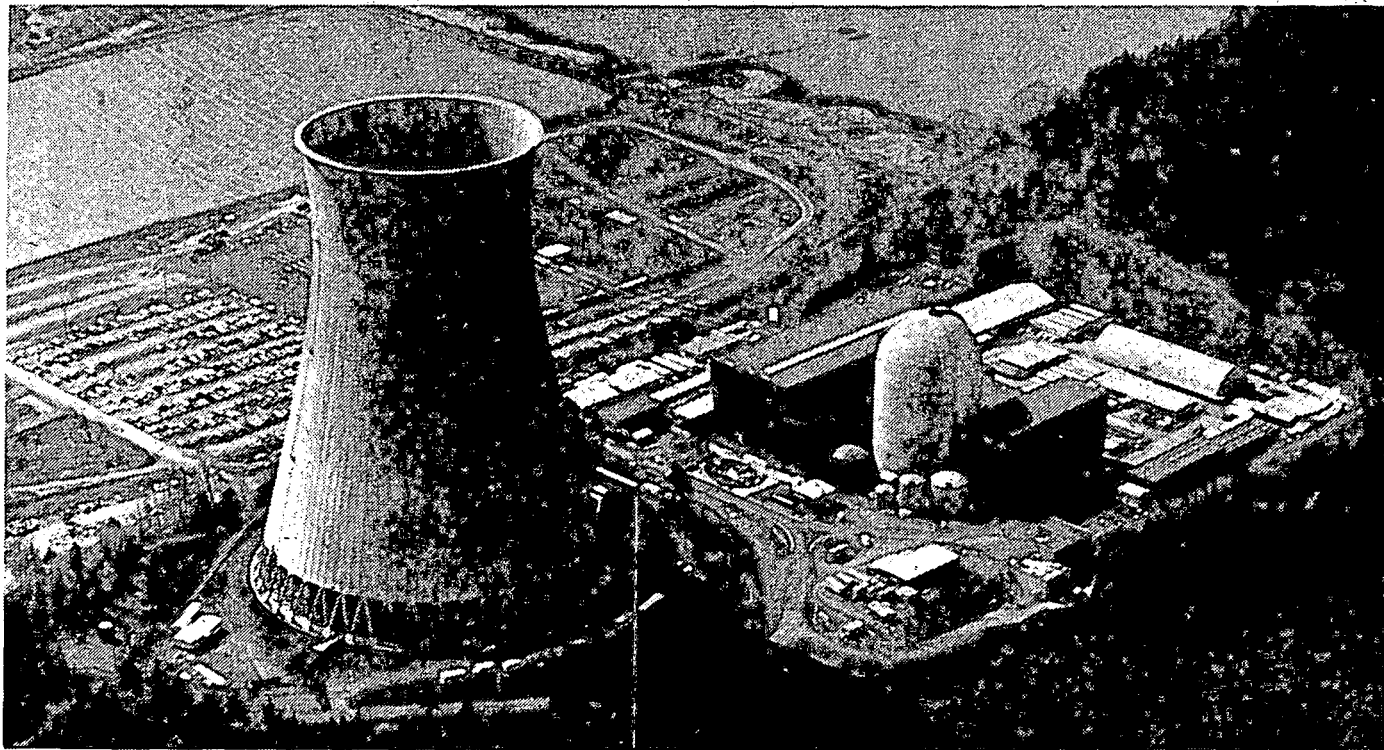
Le pessimisme historique exprimé par les tenants de la «croissance zéro» ne reflète pas une loi de la nature, mais plutôt quelque chose de profondément enraciné dans la société bourgeoise. Les possibilités physiques de production d'énergie sont pratiquement illimitées. La principale source d'énergie connue dans l'univers est la fusion nucléaire: la transformation de l'hydrogène en hélium, autrement dit l'énergie émise par le soleil, ou d'une manière épisodique et localisée, par l'explosion d'une bombe à hydrogène. La tâche manifeste de l'humanité est d'obtenir un accès direct et contrôlable à cette source d'énergie fondamentale.

Ce qu'il faut pour réaliser ces potentialités, c'est une révolution prolétarienne internationale qui établira un ordre social où la production sera destinée à satisfaire les besoins de l'humanité. Il y a un demi-siècle, près de 16 ans avant qu'Enrico Fermi ne réussisse à réaliser complètement la première fission contrôlée, Léon Trotsky disait à propos de l'énergie nucléaire:

«[...]l'atome renferme en lui-même une puissante énergie cachée, et la tâche la plus grandiose de la physique consiste à libérer cette énergie en faisant sauter le bouchon, de sorte que l'énergie chassée puisse jaillir comme d'une fontaine. Alors sera ouverte la possibilité de remplacer le charbon et le pétrole par l'énergie atomique qui deviendra ainsi la force motrice de base. Ce n'est pas du tout une tâche sans espoir. Et quelles perspectives s'ouvrent à nous! Ce seul fait nous donne le droit de déclarer que la pensée scientifique et technique approche d'un grand tournant, que l'époque révolutionnaire dans le développement de la société humaine s'accompagnera d'une époque révolutionnaire dans la sphère de la connaissance de la matière et de sa maîtrise.»

—«Radio, Science, Technology and Society»,
Problems of Everyday Life, mars 1926

Mais la capture de l'énergie enfermée dans le noyau de l'atome s'est révélée plus facile à accomplir que l'instauration de la dictature du prolétariat à travers le monde. Nous nous retrouvons dans une situation où une concentration formidable de capacité de destruction nucléaire est dans les mains de rapaces impérialistes, et ceci rend encore plus impérieuse la résolution de la crise de la direction révolutionnaire et nous place plus concrètement que jamais devant l'alternative posée par Marx: socialisme ou barbarie. •



Time

Le nucléaire et le mouvement ouvrier

Traduit de *Workers Vanguard*, No. 146, 25 février 1977

Depuis l'embargo arabe sur le pétrole en 1973-1974 et l'augmentation de 400 pour cent du prix du pétrole brut qui s'ensuivit, la plupart des principaux pays se sont lancés dans de vigoureux programmes de développement de la production d'électricité par réacteur à fission nucléaire. Ainsi, en 1974, la Commission à l'Énergie Atomique américaine (Atomic Energy Commission — AEC) prévoyait pour 1985 un accroissement de 12 à 15 fois la capacité électronucléaire actuelle, et de trois à quatre fois plus pour l'an 2000. La France et le Japon prévoient de doubler leur capacité nucléaire tous les deux ans.

Ces programmes ont provoqué d'importantes controverses, dont les raisons vont du pessimisme néomalthusien et du conservatisme paysan à de prudentes craintes à propos des dangers des réacteurs à fission nucléaire. En Allemagne de l'Ouest, les installations atomiques ont été prises d'assaut et les manifestants anti-nucléaires ont réussi à faire cesser les forages exploratoires pour le stockage des déchets. En Suède, le programme de développement de l'énergie atomique du gouvernement social-démocrate a été la question cruciale de la fin de la campagne électorale en septembre 1976 et a joué un grand rôle dans la chute du cabinet d'Olof Palme.

Aux États-Unis, une campagne bien financée du lobby pour l'énergie atomique, fortement soutenue par les syndicats du bâtiment, a fait échec, l'an dernier, dans six états, à des tentatives de renforcer les normes de sécurité

dans la construction des installations électronucléaires. Il est bien certain que les divisions qui se produisent sur la question nucléaire ne correspondent pas uniquement aux divisions de classes ou aux divisions politiques. En Europe, on trouve parmi les adversaires de l'énergie nucléaire des éléments aussi disparates que le gouvernement norvégien, le Parti Travailleuse hollandais, le Parti du Centre suédois, les maoïstes et les pseudo-trotskyistes d'Allemagne de l'Ouest, la Commission royale britannique à la pollution de l'environnement britannique, et le magazine conservateur *Economist*.

En tant que marxistes, nous sommes en général fermement en faveur de l'introduction de nouvelles technologies, y compris la construction, le développement et la mise en marche des réacteurs nucléaires. Ceux qui oeuvrent à une société socialiste basée sur l'abondance matérielle ont évidemment sur cette question un point de vue très différent de celui des écologistes charlatans qui veulent, au fond, le retour à la société pré-industrielle. En même temps, nous faisons remarquer que l'on ne peut juger de l'opportunité économique de l'utilisation de l'énergie atomique que dans le cadre d'une économie socialiste planifiée au niveau international.

Les réacteurs nucléaires posent tout de même de véritables problèmes de sécurité. Comme nous le faisons pour toute l'industrie, nous exigeons le contrôle syndical des conditions de travail et, là où il y a des dangers particuliers, nous appelons à l'action pour fermer ces

suite page 27